



**Inventaire des
Services d'Information
Agricoles Novateurs
Utilisant les TIC**





Inventaire des Services d'Information Agricoles Novateurs Utilisant les TIC



Préparé pour :
Forum pour la Recherche Agricole en Afrique

Préparé par :
Mucemi Gakuru, Kristen Winters & François Stepman

Février 2009



Forum pour la Recherche Agricole en Afrique

PMB CT 173 Cantonments, 2 Gowa Close

Roman Ridge, Accra, Ghana

2009

Citation: FARA (Forum pour la Recherche Agricole en Afrique). 2009. *Inventaire des services d'Information agricoles novateurs utilisant les TIC*. Accra, Ghana. 68 pp.

Le FARA encourage une utilisation judicieuse de ce matériel. Une citation appropriée est requise.

Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA)

PMB CT 173 Cantonments, 2 Gowa Close

Roman Ridge, Accra, Ghana

Tél : +233 21 772823 / 779421

Fax : +233 21 773676

E-mail: info@fara-africa.org

Site web : www.fara-africa.org

ISBN 978-9988-1-1061-8 (imprimé)

ISBN 978-9988-1-1060-x (pdf)

Table des Matières

Remerciements	0
Avant-propos	0
Partie I : Discussion	
1. Introduction	0
2. Objectifs	
3. Méthodologie	0
3.1. Services de diffusion vocale d'informations	0
3.2. Radio : accès par ligne commutée (informations agricoles sur demande) et émissions de radio régulières	0
3.3. Services d'informations basés sur le téléphone mobile et une base de données	0
3.4. Apprentissage en ligne pour des compétences essentielles, l'enseignement et les vidéo participatives	0
4. Développements	0
4.1. Mesurer l'impact social	0
4.2. Mesurer l'impact économique	0
5. Résultats	0
5.1. La capacité d'utilisation des informations	0
5.2. Les défis résidant dans l'extrapolation	0
6. Avantages commerciaux	0
7. Conclusions	0
Partie II : Project Summaries	
1. Services de diffusion vocale d'informations	0
2. Radio : acces par ligne commutée (informations agricoles sur demande) et émissions de radio régulières	0
3. Services de vulgarisation basés sur le téléphone mobile et le suivi de la base de données	0
4. Apprentissage électronique pour les compétences de base, approches de l'enseignement agricole et basées sur la video	0
Références	0
Annexe 1 : Projet des sites web	0
Annexe 2 : Autres sources sur les cellulaires et les média sociaux	0
Annexe 3 : Entretien vidéo de FARA sur les services d'information agricoles innovateurs	0
Liste des Acronymes	0

Remerciements

Un grand nombre d'individus et d'organisations ont participé à la compilation de cet inventaire.

Le FARA est reconnaissant envers le groupe de discussion du RAILS [Système Régional d'Informations et d'Apprentissage Agricoles] et du Groupe virtuel de la Gestion du Savoir pour le Développement [KM4Dev] qui l'ont avisé des projets qui pourraient être utilisés dans l'inventaire.

Le FARA a essayé de contacter chaque organisation pour recevoir les renseignements les plus récents. Nous sommes reconnaissants envers toutes les organisations qui ont répondu et fourni des renseignements actuels sur l'état du projet. Nous avons reçu une contribution inestimable de l'Institut International pour la Communication et le Développement (IICD) et du Centre Technique pour la Coopération Agricole et Rurale (CTA) qui nous ont fourni des renseignements sur de nombreux projets TIC auxquels ils participent. Nous remercions particulièrement le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) qui travaille à une étude intitulée, *les TIC et l'agriculture de subsistance en Afrique : une étude de délimitation de l'étendue*, et qui a pu fournir beaucoup de renseignements précieux sur un certain nombre de projets TIC en Afrique et qui a partagé sa base de données avec le FARA.

Les renseignements sur certains projets ont été obtenus entièrement en ligne et il n'a pas été possible de confirmer cette information avec une personne au sein de l'organisation. Par conséquent, certaines des entrées suivantes pourraient comporter des données ou des renseignements dépassés : KACE, SIMA, VERCON, Makuleke Mobile Phone Project, GAINS, InfoPrix Benin, Agrovision, *ICT4D Research and Resource Centre*, EAAI, CELAC, RESIMAO/WAMIS-Net, et des projets mis en œuvre par ou en partenariat avec l'Union Nationale des Agriculteurs Zambiens.

Avant-propos

L'informatique agricole est un nouveau concept qui a vu le jour suite au développement rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de l'Internet. Connue sous le nom d'agriculture électronique, l'informatique agricole est un nouveau domaine qui associe les progrès dans le domaine de l'informatique agricole, le développement agricole et l'entrepreneuriat en vue d'assurer de meilleurs services agricoles, une meilleure diffusion des technologies et une diffusion de l'information à travers les progrès des TIC et de l'Internet. Le concept d'agriculture électronique va toutefois au-delà de la technologie, à l'intégration de la connaissance et de la culture et vise à améliorer la communication et les processus d'apprentissage parmi les acteurs pertinents de l'agriculture à différents niveaux à savoir local, régional et mondial.

Au cours des dix dernières années, des progrès remarquables ont été réalisés dans l'utilisation des TIC dans l'agriculture africaine, surtout dans le domaine de l'accès des agriculteurs aux informations relatives au marché. Divers projets qui intègrent les TIC dans la diffusion des informations agricoles aux agriculteurs ont été élaborés. Les services d'information des agriculteurs aux niveaux national et régional constituent un nouveau domaine prometteur de recherche et d'application dans le domaine naissant de l'agriculture électronique.

Cet Inventaire des Services d'Information Agricoles novateurs est le résultat d'une consultation en ligne avec le Système Régional d'Information et d'Apprentissage Agricoles (RAILS), qui s'est tenue en octobre 2008, et d'une étude thématique. Il s'agit d'une tentative de documentation de tous les services ou systèmes d'information agricoles novateurs connus, actuellement en élaboration, en existence ou complétés récemment en Afrique.

1. Introduction

Il n'existe pas d'initiatives transversales pour s'informer de cette nouvelle technologie de masse — qui n'est que fortuitement en train d'être incorporée dans les projets de développement—ou pour identifier ses possibilités de transformation. Où se trouve la MotForce requise—un Groupe de Travail des Possibilités Mobiles pour égaler le Dotforce précédent—sans lequel la contribution des mobiles au développement serait laissé au soin du marché, au hasard ou laissé tout simplement ?

- Richard Heeks, professeur et Chaire du Département de l'Informatique de Développement à l'Université de Manchester, Royaume Uni.

Partout en Afrique, les TIC sont de plus en plus intégrées dans la diffusion des informations aux agriculteurs. Pendant des décennies, des formes « traditionnelles » de TIC prévalaient dans la fourniture de services consultatifs. Des programmes de radio et de télévision présentaient des informations agricoles. Aujourd'hui, les télécentres ruraux fournissent des informations sur l'éducation, sur les questions relatives à l'agriculture et à la santé et munissent les citoyens ruraux des connaissances de base sur l'utilisation de l'ordinateur. Les ministères nationaux de l'agriculture essayaient d'intégrer les TIC dans la fourniture d'informations et établissaient des centres régionaux d'information qui fournissent des informations agricoles. Un grand nombre d'ONG et d'organisations de recherche à leur tour essayaient de faciliter le transfert technologique dans le secteur agricole.

Présentement, la plupart des informations agricoles sont fournies soit par les agents de vulgarisation, soit par le biais des bibliothèques ou en passant par les sites Web. Le nombre des agents de vulgarisation continue à baisser alors que celui des agriculteurs augmente d'où le besoin de systèmes d'information novateurs pour aborder cette lacune. Le développement du *National Farmers Information Service* – NAFIS [www.nafis.go.ke], un service vocal, est l'une de ces initiatives. La plupart des autres initiatives, telles que INFONET [www.infonet-biovision.org], un service Web qui fait la promotion de l'agriculture biologique et qui est complété par une publication *l'Agriculteur Biologique*, sont des initiatives en ligne. Chercher des informations auprès de ces services et d'autres plateformes constitue une lourde tâche pour les agriculteurs étant donné que cela implique la lecture parfois laborieuse d'un grand nombre de publications ou de parcourir un grand nombre de pages en ligne. De prime à bord, cela est impossible pour l'agriculteur illettré. Les solutions Web sont aussi source de défis parce que les infrastructures de l'Internet en Afrique sont encore très rares. Néanmoins, ce sont des ressources très utiles et il faut tout simplement trouver un moyen facile permettant aux agriculteurs de les parcourir.

Avec l'utilisation généralisée des téléphones mobiles, les services vocaux et Les solutions SMS devaient être davantage utilisés étant donné qu'ils sont facilement accessibles. Ils font toutefois face aux défis suivants : le SMS ne transmet qu'une petite quantité d'informations et exige un

niveau élémentaire d'alphabétisme. Les solutions vocales sont compliquées à développer parce qu'elles exigent des machines pour produire une voix naturelle ou en termes techniques une synthèse de parole de bonne qualité. Elles n'offrent pas non plus des informations détaillées telles que des illustrations comme c'est le cas des solutions Web. Néanmoins, la solution vocale est encore de loin la plateforme la plus prometteuse pour l'agriculteur puisque l'on peut changer la langue, elle est facilement accessible et très naturelle étant donné qu'elle implique l'utilisation d'un téléphone mobile à travers des réponses directes à des questions spécifiques.

2. Objectifs

La compilation d'un inventaire actualisé de tous les services d'information agricoles novateurs présente un grand nombre de défis. En raison du caractère pilote d'un grand nombre des projets, ils sont souvent de petite taille et visent des groupes très spécifiques dans des villages isolés et ne sont pas correctement documentés. Souvent, les noms des projets changent lorsque les bailleurs de fonds changent. Un grand nombre de projets sont actuellement conçus au moment où des projets similaires s'achèvent. Cet inventaire ne saurait donc être exhaustif, et ne présente pas tous les services novateurs de conseils agricoles qui existent en Afrique.

L'analyse de l'efficacité de chaque projet sort aussi du champ de cet inventaire étant donné qu'il est souvent difficile d'obtenir des informations sur les projets individuels particulièrement s'ils sont mis en œuvre par des ONG locales à qui les ressources des grandes institutions internationales font défaut. La plupart des informations que contient l'inventaire viennent des organisations chargées de la mise en œuvre elles-mêmes et des évaluations critiques des projets n'ont souvent pas été effectuées ou les informations ne sont pas facilement disponibles. Une évaluation au cas par cas de chaque projet n'est pas par conséquent l'objectif de cet ouvrage. Il sert plutôt à fournir une vue d'ensemble des types de services et de projets actuels ou qui sont en train d'être conçus en vue de diffuser autrement des informations aux agriculteurs africains.

Pour évaluer les types de projets actuels, le nombre de personnes qu'ils touchent et leur durabilité, il est nécessaire d'analyser le nombre de projets mis en œuvre par ou en collaboration avec des organisations ou des institutions étrangères, la durée moyenne de chaque projet, le nombre de projets qui sont ou étaient seulement en phase pilote de mise en œuvre, les nombres atteints (si les informations sont effectivement fournies), les zones/régions/pays où les projets se concentrent et si les services ont été fournis en langue locale ou seulement en anglais ou en français.

Par conséquent, l'inventaire constitue le premier des projets de ce type destinés à rassembler et à diffuser des informations sur des services d'information agricoles novateurs. Cet inventaire vise donc à fournir un travail préparatoire pour la création d'inventaires plus exhaustifs et détaillés des services d'information agricoles novateurs qui comprennent une analyse plus détaillée du succès de chaque projet.

3. Méthodologie

L'inventaire se limite à la documentation des services novateurs de conseils agricoles. Il se concentre sur des projets/services qui fournissent directement une formation et des informations agricoles à travers l'utilisation des TIC plutôt que la documentation des services qui facilitent les échanges d'informations entre les chercheurs et les décideurs. Il ne comprend pas non plus les nombreuses initiatives de recherche qui sont en place pour étudier l'application possible des TIC à l'agriculture ni les organisations ou les projets qui se concentrent exclusivement sur le développement de liens avec les fournisseurs d'intrants, les organismes de crédit et les marchés à travers l'utilisation des TIC.

Les entrées comprennent des projets utilisant des solutions TIC ou mettant en œuvre des activités de TIC, les institutions/groupes qui fournissent des services TIC ainsi que les prestataires de solutions TIC et de logiciels au niveau national et au niveau régional.

Bien qu'un grand nombre des entrées soient des projets ayant une date de commencement et d'achèvement explicite qui fournissent un ou deux services, d'autres sont des systèmes nationaux ou régionaux d'information qui fournissent un grand nombre de services agricoles utilisant les TIC. Certains des projets sont donc très difficiles à classer mais pour les besoins de cette recherche, les projets ont été divisés en quatre catégories :

3.1. Services de diffusion vocale d'informations

Cela inclut un service de diffusion vocale d'informations qui donne des conseils sur les méthodes agricoles et l'accès au marché en vue d'améliorer la vie des communautés agricoles rurales. Les solutions à un grand nombre de ces problèmes pourraient se trouver sur l'Internet – mais en raison des obstacles à la connectivité, à l'alphabétisation et des barrières de la langue, cette solution est complètement hors de portée de la grande majorité des agriculteurs. Certains utilisent les centres d'appels pour obtenir un appui en matière de vulgarisation agricole. Une technologie vocale plus complexe utilise un simple téléphone – un téléphone fixe ou mobile communautaire – comme moyen d'échange des informations tandis qu'une technologie de communication sophistiquée et des applications informatiques ont été configurées au niveau de la plateforme principale pour fournir le service d'information requis. La solution comprend une plateforme de messagerie qui présente un système de réponse vocale interactive (IVR), intégré à une application de Gestion des Relations avec les Clients pour appuyer l'acheminement des appels et la gestion d'une grande base de données audio.

3.2. Radio : accès par ligne commutée (informations agricoles sur demande) et émissions de radio régulières

Cela inclut des émissions de radio régulières qui fournissent des prix du marché ou d'autres informations agricoles et une radio par réseau commutée qui présente une série de segments courts de programme radiophonique qui fournit aux petits agriculteurs un accès téléphonique à

des informations pertinentes à travers un système d'information vocale automatisée. Ce système radiophonique est un centre d'information qui présente un menu divers pour accéder à des informations agricoles préenregistrées mises à jour régulièrement.

3.3. Services d'informations basés sur le téléphone mobile et une base de données

C'est une chaîne médiatique qui permet à n'importe qui, n'importe où de partager à prix abordable des informations sur le marché en passant par le téléphone mobile ou l'Internet. En suivant de près les activités ou les profils, le service devient un outil important de profilage ou de suivi des affaires ainsi qu'un média publicitaire. En se concentrant sur le profilage, ce service peut réduire au maximum les risques de transaction, proposer des services de courtage et fournir un flux des rentrées en permettant la publicité et l'exploration de données. Cette catégorie inclut également les services qui permettent aux agriculteurs de poser des questions à travers le SMS ou de diffuser des informations rassemblées à travers des questions et réponses ou d'autres moyens novateurs.

3.4. Apprentissage en ligne pour des compétences essentielles, l'enseignement et les vidéo participatives

Cette catégorie couvre la fourniture d'informations et de matériel d'apprentissage en vue d'acquérir des compétences agricoles. La vidéo participative présente des avantages importants par rapport aux formes traditionnelles d'information agricoles qui ne sont pas d'habitude dans la langue locale, sont destinées à un public instruit, utilisent une terminologie spécialisée, n'ont pas une fonctionnalité de base et demeurent inaccessibles dans une nuée de média dispersés.

L'inventaire fait la liste de [4] projets dans la catégorie 1 ; [5] projets dans la catégorie 2 ; [16] projets dans la catégorie 3 ; et [35] projets dans la catégorie 4. Les pays représentés sont le Bénin [1] ; le Burkina Faso [3] ; le Cameroun [1] ; l'Egypte [1] ; l'Ethiopie [2] ; le Ghana [6] ; le Kenya [9] ; le Malawi [1] ; le Mali [5] ; le Niger [1] ; le Nigeria [1] ; le Sénégal [2] ; l'Afrique du Sud [1] ; la Tanzanie [7] ; l'Uganda [9] ; la Zambie [4] ; le Zimbabwe [1] et des projets qui opèrent dans plus de 3 pays [10].

Afin d'identifier les Services d'information agricoles novateurs utilisant les TIC, nous avons ajusté la compréhension conceptuelle de l'impact social de ces services et leur impact économique éventuel. L'inventaire qui en résulte indique que la majorité de ces initiatives autour des TIC ruraux et l'utilisation de la téléphonie mobile dans le domaine agricole ont besoin d'une capacité spécifique pour utiliser les informations et souligne les défis pour extrapoler ces initiatives.

4. Développements

4.1. Mesurer l'impact social

Une meilleure compréhension du contexte agricole est nécessaire afin de saisir l'adoption et l'adaptation d'un outil d'information innovateur et en vue de suivre de près l'impact de la téléphonie rurale dans le secteur agricole. Il y a un grand nombre d'initiatives sur les TIC et les petits agriculteurs en Afrique. Toutefois, elles tendent à être non coordonnées et les informations sur les différentes initiatives ne sont pas facilement accessibles, à plus forte raison des informations sur leurs impacts.

La nature du développement de la technologie de la téléphonie mobile pour les agriculteurs est en elle-même très controversée et il faut une recherche et un développement méticuleux pour bien le faire, surtout quand il s'agit de l'amélioration des moyens d'existence et de la réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne. Bien qu'il soit reconnu que l'adoption de technologies de l'information prometteuses telles que la téléphonie rurale peut être grandement influencée par la disponibilité et/ou le fonctionnement de la fourniture d'intrants, les systèmes de crédit, les dispositions relatives au régime foncier, l'organisation du marketing, la distribution des avantages, etc., de tels phénomènes socio-organisationnels ont surtout été considérés comme des conditions qui entravent ou améliorent l'adaptation de la téléphonie rurale.

Lorsque l'on essaye de mesurer l'impact de la téléphonie rurale, il ne s'agit donc pas seulement de chercher à développer une technologie appropriée de diffusion des technologies mais il s'agit aussi de chercher à changer les frontières et les conditions qui affectent l'espace pour le changement. Les agriculteurs démunis qui se trouvent dans un milieu de cultivation non irrigué ; et soumis à divers risques élevés ont très peu de fenêtres d'opportunités pour l'innovation. Les projets de téléphone mobile tels qu'énumérés dans l'inventaire du FARA créent souvent des conditions spéciales pour permettre et encourager les agriculteurs à utiliser les technologies recommandées (par exemple Services de Questions et Réponses – Questions et réponses basées sur les messages textuelles). De telles conditions spéciales pourraient inclure l'accès à des intrants subventionnés, un marketing garanti du surplus généré, la création de plans de crédit spéciaux, l'existence d'un personnel hautement qualifié ou d'informations exactes et opportunes dans le cas des Questions et réponses.

Mais, également invariablement, de tels projets laissent peu de traces après que les conditions spéciales ont été retirées. La reproduction des acquis développementaux est une question clef. La meilleure garantie d'une telle reproduction est de s'assurer que les nouvelles technologies de la communication fonctionnent au sein des conditions physiques, socio-économiques, culturelles et institutionnelles qui prévalent et d'élargir ces conditions si besoin est. Cette approche exige des procédures spéciales pour adopter un nouvel outil de communication basé sur une prise de décision informée par une compréhension du contexte agricole.

Un bon exemple est l'adoption de la conférence par téléphone mobile. Mary Nyakira de BROSDI/CELAC Ouganda a expliqué au cours de la conférence de MobileActive 2008 comment la conférence par téléphone mobile fonctionne et comment les agriculteurs en profitent. Cela ne contribue pas seulement à une forme particulière de démocratie et de transparence mais les agriculteurs aiment avoir des groupes de discussion autour d'un téléphone mobile avec le haut parleur en marche. L'agent de vulgarisation est « bipé » lorsque le groupe d'agriculteurs est prêt à commencer la séance de formation. Les discussions font suite à une visite de terrain antérieure. Mais cette fois, l'agent de vulgarisation donne des conseils à partir de son bureau. Compte tenu des distances considérables et du fait que les agents de vulgarisation ne peuvent pas se permettre de visiter toutes les semaines un groupe particulier d'agriculteurs, la conférence par téléphone mobile est en train d'avoir un impact énorme.

La majorité des agriculteurs ne sont pas bien organisés, n'ont pas d'influence politique et ne peuvent pas exercer une pression sur les services d'information agricole. Malgré le nombre de services d'information sur les prix du marché qui utilisent le téléphone mobile pour la diffusion d'informations sur les prix du marché, les informations sur les prix du marché ne sont pas facilement disponibles et les prix sont souvent établis localement et plutôt arbitrairement en raison de leur rareté relative. Le plus souvent, les prix du marché sont fixés selon les caprices du climat, du transport, des commerçants monopolistiques et ainsi de suite.

Les technologies de la téléphonie rurale ne peuvent fonctionner que si elles s'intègrent dans les rares opportunités qui se présentent aux petits exploitants familiaux. Même si l'agriculteur utilise un service spécifique pour la première fois, souvent par curiosité, il ne s'y abonnera pas si le service proposé n'est pas intéressant immédiatement.

4.2. Mesurer l'impact économique

Le principal défi auquel font face les gouvernements et la communauté de développement international est de s'assurer que les petits exploitants profitent de la commercialisation de l'agriculture en participant au marché. Une commercialisation accrue détourne les ménages agricoles des objectifs d'autosuffisance traditionnels vers des décisions orientées vers les profits et les revenus.

Les interventions destinées à réduire les coûts de transaction encourageraient une participation des agriculteurs à des marchés compétitifs pour satisfaire les objectifs plus larges de la réduction de la pauvreté. En termes économiques, l'informatique agricole a pour rôle de réduire les coûts de la recherche d'information dans la filière agricole et de lier la décision de cultiver à la décision de vendre. L'objectif final est de réduire les coûts totaux de transaction en vue d'augmenter les mesures incitatives pour que les petits exploitants participent dans l'agriculture commerciale au lieu de rester dans l'agriculture de subsistance.

Le point de départ logique pour comprendre les coûts totaux des transactions liées à l'information auxquels fait face l'agriculture est de comprendre la demande d'informations à chaque point d'échange en subdivisant la filière agricole en une série d'activités. Une hypothèse simplificatrice est que les informations utiles sont disponibles en un certain format par opposition au cas extrême des informations manquantes.

Lorsque nous subdivisons les étapes des besoins et des recherches en information la décomposition est comme suit. L'agriculteur a des besoins en information et recherche des informations liées à 6 étapes : (1) Décider, (2) Ensemencer, (3) Préparer et planter, (4) Croissance, (5) Récolter, emballer et engranger, et (6) Vendre [de Silva and Ratnadiwakara, 2008].

La première étape est « Décider ». C'est l'étape où les agriculteurs décident de la culture à cultiver, de la superficie de terre à attribuer à chaque culture et conviennent du financement du fonds de roulement. La seconde étape est « Ensemencer ». C'est lorsque les agriculteurs achètent les semences ou préparent leurs propres semences en fonction de la culture qu'ils ont décidé plus tôt de faire pousser. Ils pourraient aussi préparer un semis au cours de cette étape. La troisième étape est « préparer et planter ». Au cours de cette étape, les agriculteurs préparent la terre en utilisant leur propre main d'œuvre ou des salariés ou encore des machines pour la préparation de la terre et plantent les semis par la suite. La quatrième étape est « Croissance » au cours de laquelle l'application de l'eau, des engrais et des pesticides a lieu. La cinquième étape est « Récolter, emballer et engranger ». Au cours de cette étape, les agriculteurs doivent trouver une main d'œuvre pour la récolte et des endroits où engranger. L'emballage si tant est qu'il existe, a lieu au cours de cette étape. La sixième et dernière étape est « vendre ». Au cours de cette étape, [certains] agriculteurs vérifient les prix au niveau des différents marchés et trouvent un moyen de transport du produit emballé au marché sélectionné.

Une analyse de la recherche d'information d'un groupe de petits exploitants au Sri Lanka, qui font pousser des tomates, des oignons, des aubergines et des piments rouges, a montré que le coût de la recherche d'informations représente 11 pour cent des coûts totaux encourus par les agriculteurs dans le processus de six étapes.

Lorsque l'on prend en considération le coût de la recherche d'informations à différentes étapes de la filière agricole, nous arrivons à la conclusion que le pourcentage le plus élevé du coût de l'information est encouru au cours de l'étape de croissance, suivi par l'étape de décision et l'étape de vente. Sur le plan de la proportion du coût de l'information à chaque étape de la filière agricole, l'étape de décision vient en tête avec le coût de la recherche d'information dans une proportion de 3 à 1, suivi par l'étape de croissance dans une proportion de 1 à 4 et l'étape de vente dans une proportion de 1 à 5. Nous avons découvert que le pourcentage exceptionnellement élevé au cours de l'étape de croissance [53%] s'expliquait par la procédure gouvernementale idiosyncratique relative à la subvention des engrais pour les agriculteurs de la région. Nous nous attendons à ce que l'étape de croissance soit moins pertinente dans les pays sans de telles politiques inefficaces de subvention et elle n'est donc pas davantage analysée [de Silva and Ratnadiwakara, 2008].

L'absence de chaînes de marketing efficaces harcèle l'Afrique. Ceci est déterminant pour l'impact que les informations et l'utilisation du téléphone peuvent avoir. Une chaîne de marketing peut être considérée comme un réseau multipartenaire qui est hautement intégré et partage une perspective ou un objectif commun : fournir un produit aussi bon marché et efficace que possible pour le consommateur. Il est de l'intérêt de tous les partenaires, qu'ils soient agriculteurs, transformateurs, détaillants ou autres d'augmenter l'efficacité de toute la chaîne – l'échange d'informations y joue un rôle crucial. La menace de compétition entraîne les partenaires de la chaîne à être hautement conscients de la position « compétitive » de leur chaîne par rapport aux autres. Cette prise de conscience mène à une « réflexion de chaîne ». La création d'une « prise de conscience de la chaîne » est un gros défi en Afrique. Trois exemples suffisent.

- Au Bénin, un grand nombre de personnes improductives vivent des gains à l'exportation du coton produit par des petits exploitants. Le Bénin refuse de vendre des pesticides efficaces mais meilleur marché qui sont disponibles et qui pourraient réduire considérablement les coûts des pesticides simplement parce que cela réduirait les bénéfices des vendeurs.

- Au Ghana, le *Cocoa Marketing Board* participe directement à la production de pesticides. Ils n'ont pas jusque là coopéré à la certification du cacao biologique qui pourrait saper les raisons d'une pulvérisation de produits chimiques synthétiques.
- Une agricultrice en Ouganda a refusé de dire aux autres agriculteurs ce qu'elle avait appris lors d'un atelier en Italie sur la fabrication du fromage (!). L'agent de la vulgarisation a trouvé des informations sur l'Internet et a donné une formation technique sur la fabrication du fromage suivie d'une conférence par téléphone mobile. La « sensibilisation de la chaîne » : « Seules de grosses quantités de fromage justifient un camion de fromage vers Kampala » a obligé l'agricultrice à se joindre au reste du groupe.

5. Résultats

Les nombreuses initiatives qui fournissent des informations aux agriculteurs sont pour la plupart institutionnelles, spécifiques aux produits ainsi qu'à une plateforme spécifique. Les informations sont fournies par différentes organisations, dont chacune propose un produit spécifique. Par exemple, une plateforme destinée aux producteurs de bananes peut être uniquement accessible à travers un portail en ligne, souvent en anglais et basé sur l'écrit. Outre ces défis, l'agriculteur africain se retrouve avec de mauvaises infrastructures, un taux d'alphabétisation faible et une utilisation limitée de la langue. Un tel modèle de diffusion de l'information s'est avéré en grande partie inefficace. Un modèle détaillé est nécessaire pour aborder les limites des méthodes actuelles en proposant un service de renseignement holistique à guichet unique sur diverses plateformes soigneusement intégrées.

La distribution inégale des connaissances est de plus en plus reconnue dans l'agriculture et le développement rural. Il est fort probable que de simples informations sous forme d'un flot de messages ne résoudront pas le problème. Le milieu dans lequel cette connaissance est développée – le renforcement des capacités et les processus d'habilitation – sont des facteurs essentiels que l'on doit prendre en considération.

5.1. La capacité d'utilisation des informations

Il y a environ 35 ans, Paolo Freire, pédagogue brésilien a parlé en faveur du besoin de dialogues et de discours parmi les apprenants pour comprendre le monde au lieu d'une simple intelligence des mots. De façon similaire, dans le processus de gestion de la connaissance, les dialogues et les discours au sein de la communauté rurale sont indispensables. Les TIC modernes, s'ils sont correctement définis, peuvent aider à élargir la sollicitation de dialogues et de discours au sein de la communauté rurale.

L'inventaire montre que la majorité des initiatives autour des TIC ruraux et l'utilisation de la téléphonie mobile en agriculture sont déterminées par les bailleurs de fonds ou au moins de l'extérieur. Du moment que ces initiatives sont considérées comme étant pilotes ou soumises à une phase de démarrage de validation du concept, leur impact est limité. L'extrapolation de ces initiatives créera des défis. Plus les agriculteurs sont ciblés plus le contenu sera mis en question par la communauté de recherche et d'autres partenaires dans le domaine de l'agriculture. Chaque fournisseur d'information agricole aimerait voir son contenu imposer un modèle ou un standard pour un service national. Mais la diversité des connaissances rurales demande à ce que des rôles différents soient joués par différents acteurs en opposition à un service d'information agricole unique qui aurait le monopole du contenu.

Fournir des prévisions météorologiques de manière journalistique constitue une information. Les données génériques sont générées d'ailleurs et sont fournies aux communautés rurales à travers divers média tels que la radio, la télévision, les journaux, les télécentres ruraux et les alertes par téléphone mobile. La communauté rurale ne participe pas à la génération, à la validation, à

l'évaluation et à la compréhension de ces informations. Dans une telle « approche à prendre ou à laisser », la communauté rurale demeure un simple observateur passif.

Le transfert horizontal des connaissances a un processus d'apprentissage pondéré. L'apprentissage par la pratique, l'apprentissage par la recherche participative, l'évaluation et la gestion des connaissances, l'apprentissage par les CD et par intranet, les interactions en face-à-face, etc. jouent un rôle crucial dans le processus de renforcement des capacités.

Un système d'informations unique au (niveau national) ne peut donc répondre à tous les besoins et il n'y aura jamais de système convenable pour tous. Il faut différentes plateformes en fonction du contenu, du niveau d'alphabétisation et des besoins spécifiques en information.

- Les besoins spécifiques en information des agriculteurs sont des informations sur les prix du marché, les prévisions météorologiques, les infrastructures de transport et des informations sur les infrastructures de stockage. Ce premier type de données est rapidement dépassé et change constamment bien qu'il soit essentiel et concerne directement les agriculteurs.
- Le second niveau de besoins en information concerne les cultures et les maladies des bovins, les engrais, etc. L'inventaire indique que plusieurs de ces services d'information ont été développés en vue de fournir des informations de manière standard, c.-à-d. des services de questions-réponses.

Les formes les plus attrayantes de services de questions-réponses sont vraisemblablement les services audio ou vocaux parce qu'ils surmontent les limites des plateformes textuelles. Dans certains cas, des fichiers audio/son sont mis à la portée des agriculteurs à travers l'utilisation de téléphones mobiles (Kenya, Ouganda et Zimbabwe). Mais ces initiatives viennent tout juste de commencer (NAFIS, Kenya) ou n'ont pas encore commencé (Kubatana, Zimbabwe). Le projet CELAC/BROSDI de l'Ouganda inclut des informations et des innovations techniques générées directement par les agriculteurs eux-mêmes.

- Le troisième niveau est davantage spécifique au contexte et à la région et nécessite une interface directe entre l'agent de vulgarisation et l'agriculteur.

L'évolution vers un groupe actif d'utilisateurs d'un service d'informations agricoles est la base d'une vulgarisation solide. Aider les gens à faire de meilleurs choix en fournissant des informations et en améliorant leur capacité à traiter de telles informations et à agir conformément à ces informations, en réduisant ainsi les coûts de transactions impliqués dans la poursuite des choix de moyen d'existence, est au cœur de la vulgarisation.

5.2. Les défis résidant dans l'extrapolation

Le développement d'un groupe actif d'utilisateurs et un transfert horizontal des connaissances sont essentiels. En particulier lorsqu'on considère les ressources limitées des services de vulgarisation officielles du gouvernement, la demande accrue les secteurs ruraux et les nouveaux défis tels que l'adaptation au climat, la biotechnologie et les techniques d'innovation agricole. La vulgarisation officielle porterait des fruits si elle devenait un processus de facilitation pour un groupe actif d'utilisateurs et pour une gestion des connaissances de la communauté plutôt que si elle tentait des interventions et des mises en œuvre directes. Un tel cadre exige un processus de renforcement des capacités parmi les agents du système de vulgarisation officielle dans les systèmes d'information agricoles novateurs, qui renforce les structures, détermine les fonctions et peaufine le processus à travers la mobilisation, l'organisation, l'incubation technologique et la gestion des systèmes.

Mais la vulgarisation officielle, dans son rôle de facilitateur pour un accès accru aux connaissances doit surmonter quatre défis.

L'alliance inévitable avec une société de téléphonie mobile constituera un second défi à l'extrapolation des projets TIC et de la téléphonie mobile (à présent en grande majorité pilotes). Plusieurs fournisseurs de téléphonie mobile se font concurrence pour ce « dernier marché de pointe ». En outre les politiciens défient les principaux fournisseurs de téléphonie mobile en posant la question suivante « votre concurrent touche la population rurale avec le crédit par téléphone mobile, comment vous proposez-vous de servir les intérêts des agriculteurs ? »

Un troisième défi est de s'assurer que les plateformes d'information sont interopérables. Au cours d'une extrapolation, chacune des plateformes dans lesquelles les informations agricoles sont fournies a divers avantages et limitations. Une plateforme unique est souvent une solution inadéquate lorsqu'elle est utilisée seule. On observe ici que pour fournir une solution efficace une série de plateformes doit être soigneusement intégrée de manière à exploiter les avantages des plateformes respectives tout en évitant leurs limitations. En d'autres termes, une solution efficace doit contenir toutes ces plateformes individuelles qui sont soigneusement organisées pour que chacune prenne ses dimensions véritables pour réaliser un objectif fixé. Pour les services de renseignements agricoles, une telle matrice d'information comprend ce qui suit : (a) un portail d'information en ligne (texte) ; (b) une plateforme vocale ; (c) un moteur de recherche lié à une banque de données ; (d) un Centre d'appels ; (e) Des agents de vulgarisation ; (f) des bibliothèques ; (g) des chercheurs.

Un dernier défi est qu'il est typiquement difficile d'attirer l'investissement à long terme du secteur privé dans de tels projets en Afrique parce que ces entrepreneurs répugnent à prendre des risques et n'ont donc pas envie de continuer à investir dans un projet non rentable et s'assurent donc que les projets sont souvent de courte durée. C'est à ce niveau que le secteur public et les ONG peuvent jouer un grand rôle en faisant équipe avec des entreprises privées locales (opérateurs de téléphones mobile ; développeurs d'applications informatiques ; vendeurs de téléphone portable ; distributeurs d'informatique) pour que la solution puisse être viable après le délai d'exécution de n'importe quel projet donné.

6. Avantages commerciaux

Lorsque les systèmes d'information agricole novateurs répondent aux besoins agricoles spécifiques et profitent aux agriculteurs, aux fournisseurs de téléphonie mobile, aux chercheurs tout comme aux fournisseurs d'intrants/de marchés, cela se traduit par de plus grandes chances d'une durabilité accrue. Par exemple, lorsque le terminal d'un système d'information agricole comporte un centre d'appel, le système d'information agricole peut donner suite aux rétroactions des agriculteurs qui seront utilisées pour la localisation et pour répondre aux besoins spécifiques des agriculteurs tels que la diffusion de l'information dans la langue locale et la promotion de produits spécifiques adaptés aux conditions locales du climat, du sol, etc. La plateforme SMS peut être utilisée pour les alertes visant à fournir des informations spécifiques aux agriculteurs créant ainsi une demande.

Lorsque les agriculteurs appellent, ils sont automatiquement reliés à un IVR (Enregistrement vocal interactif) qui les guide pour qu'ils obtiennent des informations essentielles dans les langues nationales. S'ils sont satisfaits, ils raccrocheront à ce stade. Si les agriculteurs ont besoin d'informations supplémentaires, ils peuvent être renvoyés à un centre d'appel doté en personnel, à un portail d'informations spécifiques ou à des agents de vulgarisation. Au cas où les agriculteurs souhaiteraient obtenir des informations dans leurs langues locales, ils peuvent être automatiquement renvoyés au centre d'appel régional doté en personnel. Le centre d'appel peut communiquer aux agriculteurs le numéro de téléphone des agents de vulgarisation pour plus de renseignements. Le contenu de ce système peut également être exploité par des services de bibliothèques et des institutions de recherche.

Le IVR, le centre d'appel doté en personnel et le portail peuvent canaliser les questions, enregistrer les localités et suivre les préférences des agriculteurs. L'analyse de ces informations est essentielle pour le choix et la prise de décisions politiques. Les rétroactions des agriculteurs peuvent indiquer le contenu des informations requises selon la localité ainsi que les préférences linguistiques. Ces rétroactions peuvent être communiquées aux instituts de recherche pour améliorer davantage le contenu. Ces rétroactions et remarques faites aux agriculteurs sont inestimables pour d'autres prestataires de service afin de mieux cibler certaines publicités et d'améliorer le contenu des messages éducatifs, qui à l'avenir utiliseront de plus en plus la diffusion d'informations par SMS.

De tels systèmes d'information agricole novateurs profitent aux agriculteurs, aux fournisseurs de téléphonie mobile, aux chercheurs et aux fournisseurs d'intrants/de marchés, entre autres. Les agriculteurs peuvent avoir une solution détaillée à partir de laquelle ils peuvent obtenir des informations essentielles dans la langue préférée. L'opérateur mobile peut pénétrer les zones rurales étant donné que la majeure partie de la population est une population agricole qui peut être attirée par un réseau qui lui permet d'accéder aux ressources informationnelles. Les chercheurs ont des données massives de centaines d'agriculteurs qui utilisent la ressource que constituent les rétroactions. Les fournisseurs d'intrants et de marchés peuvent faire de la publicité pour leurs produits : engrais, offres de marché, etc. à travers un système soigneusement ciblé sur la base des informations relatives aux rétroactions. Une telle publicité garantit la durabilité du système.

7. Conclusions

Il est important de comprendre que les agriculteurs et les ouvriers agricoles ne doivent pas être traités comme de simples consommateurs d'information et de connaissances génériques. Le secteur agricole a besoin d'une communauté d'apprentissage bien organisée sous forme d'associations agricoles, de coopératives, d'associations féminines, etc.

Les systèmes d'information agricole novateurs sont un processus d'apprentissage mixte dans lequel l'interaction en face-à-face, l'apprentissage par la pratique, l'apprentissage par l'évaluation et l'expérience, la recherche participative, transforment les informations génériques en connaissances qui ont une valeur locale et qui sont d'intérêt aux utilisateurs ruraux par un transfert horizontal des connaissances. Cela devrait améliorer l'auto-apprentissage au sein de la communauté rurale.

Il n'y aura jamais de système convenable pour tous. Mais l'inventaire suggère que les systèmes qui utilisent une plateforme vocale ou des fichiers audio fournissent un point d'entrée novateur et prometteur aux informations agricoles tandis que les autres plateformes (plateforme SMS et plateformes Web) demeurent indispensables afin de fournir un terminal qui donne des informations plus détaillées.

Les entrées de l'inventaire indiquent qu'un grand nombre de projets sont encore en phase pilote et sont ou ont été de courte durée et comme d'habitude gérés ou mis en œuvre par des organisations internationales, révélant ainsi le besoin d'examiner d'un œil critique les scénarios d'appropriation et de passer de la phase pilote à une étendue nationale !

L'absence d'informations détaillées sur les projets suggère que ces derniers doivent être plus soigneusement documentés, les informations sur les projets doivent être disponibles plus facilement et les évaluations de projets doivent être partagées. À défaut les projets continueront à être mis en œuvre isolément les uns des autres, en répétant souvent les mêmes erreurs qui ont mené des initiatives similaires à l'échec.

Pour répondre à la question « comment suivre de près l'impact ? » nous avons besoin d'examiner les possibilités d'innovation élargies qui s'offrent aux agriculteurs. Pour suivre de près l'impact de l'outil nous avons besoin d'examiner :

- les moyens les plus efficaces d'atteindre au bon moment les agriculteurs avec des informations et des connaissances agricoles (indigènes et externes) ;
- des mécanismes d'exploitation du potentiel des stations FM et de la téléphonie numérique comme technologies de transmission des informations agricoles ;
- des options de reconditionnement des informations et des connaissances agricoles à l'intention
- des petits exploitants et le rôle potentiel des dépositaires électroniques du contenu agricole local en Afrique.

PARTIE II : PROJECT SUMMARIES

1. Services de Diffusion Vocale d'informations

Nom du Projet	Allo Ingenier http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=78408
Auteur du projet	Centre de Documentation pour le Développement Rural
Partenaire du projet	CTA
Etat du projet	Actif
Pays	Cameroun

Le Centre de Documentation pour le Développement Rural à Yaoundé, qui fait partie de l'ONG agricole Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement, fournit un service qui permet aux agriculteurs d'appeler et de poser des questions. Si l'expert agricole disponible ne peut pas répondre à la question sur le champ, il/elle appelle un spécialiste et rappelle l'agriculteur. *Allo Ingenier* fournit non seulement des réponses aux agriculteurs mais aide aussi les experts agricoles à comprendre les lacunes importantes dans leurs connaissances. Le centre de documentation reçoit environ 300 demandes d'information par an.

Nom du projet	Banana Information Line http://www.comminit.com/en/node/267102/306
Auteur du projet	<i>Local Language Speech Technology Initiative (LLSTI)</i> (Initiative pour la technologie vocale en idiomes locaux)
Partenaires du projet	Programme National de Vulgarisation en Matière d'Agriculture et d'Elevage (NALEP) ; Ministère kenyan de l'Agriculture
Etat du projet	Achevé
Pays	Kenya

Ce service téléphonique de synthèse de la parole à partir du texte (TTS) fournit aux agriculteurs des informations en anglais ou en kiswahili sur la manière de planter, faire croître et récolter les bananes. Selon les organisateurs, étant donné que n'importe qui ayant une ligne fixe ou un téléphone mobile peut accéder à l'information, les communautés qui sont plus difficiles à atteindre par le biais des moyens traditionnels peuvent plus facilement accéder aux informations agricoles. Un service TTS permet de contourner le besoin d'alphabétisation et de pouvoir atteindre les agricultures vivant dans des zones très isolées. Il peut aussi être facilement tenu à jour par les agents de vulgarisation. Les agriculteurs peuvent appeler la ligne chaque jour à n'importe quel moment. Ce projet a fonctionné comme projet pilote pendant plusieurs mois en 2006 mais a maintenant été remplacé par la ligne d'information du *National Farmers Information Service* (NAFIS) qui a été lancée en mai 2008 (voir www.nafis.go.ke) et qui couvre une plus grande variété de cultures et de bétail.

Nom du projet **National Farmer's Information Service (NAFIS)**
<http://www.nafis.go.ke/termcond>

Auteur du projet Gouvernement du Kenya

Etat du projet En exécution

Pays Kenya

Le Kenya a lancé en mai 2008, un service d'information agricole où la communauté paysanne du pays recevrait et échangerait des nouvelles et des informations opportunes sur l'agriculture, les prévisions du temps et d'autres questions connexes à travers le téléphone mobile. Le service permettra à 4.5 millions d'agriculteurs d'avoir accès à des informations relatives à la vulgarisation agricole à travers le Web et la téléphonie. Le système sera mis à jour par le biais du Web par des agents de vulgarisation de terrain et la même information sera mise à jour sur le IVR (système de réponse vocale interactive) qui sera accessible à travers n'importe quel genre de téléphone. A ce jour, ce service ne reçoit en moyenne que 60 appels par semaine.

2. Radio : Accès par Ligne Commutée (Informations Agricoles sur Demande) et Emissions de Radio Régulières

Nom du projet	Initiative de recherche sur les radios rurales en Afrique (IRRA) http://www.farmradio.org/english/partners/afrrri/
Partenaires du projet	Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) ; Farm Radio International
Bailleurs de fonds	Fondation Bill et Melinda Gates
Etat du projet	Actif
Pays	Ghana ; Malawi ; Mali ; Tanzanie ; Ouganda

AFRRRI est un projet de recherche-action de 42 mois lancé en avril 2007. AFRRRI rassemble, évalue, et partage les meilleures pratiques en matière d'utilisation des stratégies de communication radiophonique en vue d'améliorer la sécurité alimentaire en Afrique rurale. Elle propose aussi des services de renforcement des capacités et de formation des journalistes de radio qui visent à améliorer leur programme à l'intention des auditeurs ruraux.

Nom du projet	The Organic Farmer www.organicfarmermagazine.org
Auteur du projet	<i>The Organic Farmer</i>
Partenaires du projet	BioVision; Led Leichtenstein
Etat du projet	Actif depuis 2005
Pays	Kenya

The Organic Farmer (TOF) est une publication indépendante et durable d'informations pertinentes et écologiques pour les agriculteurs en Afrique. En sa qualité de service d'information pour les agriculteurs en Afrique, le TOF a une revue mensuelle, un programme radiophonique hebdomadaire et un site Web. 18 000 copies de la revue sont distribuées au Kenya et dans les pays voisins. La revue atteint près de 150 000 lecteurs dont la communauté agricole ainsi que les décideurs qui s'intéressent à s'informer davantage au sujet de l'agriculture durable et du développement écologique. On peut accéder gratuitement sur Internet à la version électronique du TOF qui jusqu'ici a été utilisée par des agriculteurs et des chercheurs dans plus de 20 pays tropicaux. Le programme radiophonique donne des conseils sur l'agriculture biologique et répond aux questions des agriculteurs. TOF Radio est à l'antenne chaque jeudi de 20:15 à 20:45 sur le programme en kiswahili de la radio nationale KBC.

Nom du projet	Alliance des familles pour le Développement et la Coopération (FADECO) http://www.hedon.info/FADECOTanzania
Auteur du projet	FADECO
Partenaire du projet	CTA
Etat du projet	Actif
Pays	Tanzanie

FADECO est une ONG locale dans le district Karagwe de la Tanzanie, qui se spécialise dans la vulgarisation agricole et l'élaboration participative de technologies avec les agriculteurs des zones rurales. FADECO a commencé avec une bibliothèque rurale qui fournissait des ressources informationnelles (livres, bibliothèques, revues, bulletins, etc.). Elle a ensuite commencé à publier son propre bulletin appelé WAZA et installé des panneaux d'affichage d'information. L'apprentissage à l'informatique a commencé en 2004, avec le soutien de RAIN (qui était alors un projet de l'ASARECA). FADECO est allé en ligne avec VSAT et a mis en œuvre un service de Questions-Services (avec le CTA). Le projet radiophonique a été lancé en 2007. Le signal radio couvre plus d'1 million d'auditeurs répartis dans toute la région de Kagera et les districts des pays voisins, Kyotera, Masaka, Mbarara (en Ouganda), Kibungo au Rwanda et Kobero (Burundi). FADECO utilise surtout la radio pour la diffusion des informations et la messagerie électronique textuelle.

Nom du projet	Freedom Fone http://www.kubatana.net/html/ff/ff_cont.asp
Auteur du projet	Kubatana : The Zimbabwean NGO Network Alliance Project
Etat du projet	En conception
Pays	Zimbabwe

Freedom Fone (Radio par ligne commutée) répond aux besoins des communautés en matière de technologie simple, et abordable leur permettant de communiquer les uns avec les autres. Des fichiers son sont conservés par Freedom Fone dans un Système de Gestion du Contenu (SGC) qui est mis à jour par le biais d'une interface de navigation facile à utiliser. Ces clips audio peuplent le menu d'un système de réponse vocale interactive (IVR) à travers lequel les visiteurs peuvent naviguer pour obtenir des informations. Le déploiement est possible dans n'importe quelle langue étant donné que les fichiers globaux clef du menu alertes peuvent être téléchargés à travers l'interface de navigation au SGC. Freedom Fone est un réseau qui peut fonctionner avec les téléphones mobiles et les lignes fixes. Une variété d'échelle peut y être incluse à travers une Voix sur IP (VoIP) là où la VoIP est disponible. Cette technologie peut être utilisée dans un contexte d'un « appel gratuit pour le visiteur » – où les utilisateurs peuvent composer un numéro sans frais pour accéder au service – ou composer un numéro qui enregistre le numéro de téléphone de l'utilisateur et le rappelle, le reliant au menu et le contenu de l'IVR. Dans le contexte « d'appel à frais réduit pour le visiteur » les utilisateurs peuvent envoyer un SMS pour être rappelé. Cette approche a une grande potentialité mais pour l'instant le contenu agricole fait défaut.

Nom du projet**Kits de Ressources pour la Radio Rurale (RRRP)**<http://ruralradio.cta.int/>**Partenaire du projet**

CTA

Etat du projet

Actif

Le CTA produit, chaque année 5 packs de radio rurale sur une variété de thèmes liés à l'agriculture et au développement rural qui doivent être reconditionnés et diffusés par les stations de radio locales dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). A travers les packs de radio rurale, une commission d'experts des pays en développement soumet une documentation sur divers thèmes. La documentation est ensuite compilée en vue de produire des CD et des brochures qui sont distribués parmi les stations radio partenaires dans toute l'Afrique. Les packs ne sont proposés qu'en anglais et en français et sont en général disponibles plus facilement pour les radios publiques que pour les plus petites stations qui n'émettent que dans les langues locales.

3. Services de Vulgarisation Basés sur le Téléphone Mobile et le Suivi de la Base de Données

Nom du projet	Réseau régional du commerce agricole (RATIN) www.ratin.net
Auteur du projet	Soutien au commerce et à l'expansion agricoles régionaux (RATES); Agence suédoise de développement internationale (SIDA); Fews Net; USAID
Etat du projet	Actif depuis 2003
Pays	Afrique de l'Est

RATIN est un projet de cinq ans qui est un effort collaboratif composé des projets de l'USAID système d'Alerte Rapide de la Famine (FEWS NET), mettant l'accent sur l'entrée des cultures agricoles et de l'information en matière de commerce, et le soutien au commerce et à l'expansion agricole régionale (RATES) traitant l'évolution de politique commerciale pour rehausser le commerce régional du maïs. Le projet vise à fournir aux commerçants une alerte rapide commerciale améliorée et une information en matière de commerce sur le marché en Afrique de l'est. Pour facilement distribuer l'information de RATIN à des centaines de commerçants inter frontaliers petits et moyens de céréales et de légumineuses à grains en Afrique de l'Est, les commerçants ont été organisés en 30 associations sans statuts, donc chacun reçoit le bulletin mensuel de RATIN et le diffuse à tous les membres. RATIN diffuse également les informations liées au commerce à travers la TV et la radio, le téléphone, les journaux et à travers son site web.

Nom du projet	Le projet Makuleke http://www1.alcatel-lucent.com/sustainable/DigitalBridge/?_requestid=38780
Partenaires du projet	Alcatel; Manobi; Vodacom
Etat du projet	Inconnu
Pays	Afrique du Sud

Le projet pilote permet à environ 100 paysans à Makuleke de tester la technologie de leurs cellulaires mobiles qui donnent aux petits producteurs ruraux l'accès aux marchés nationaux à travers l'internet. Utilisant une facilité de commerce installé sur les téléphones mobiles fournis par les sponsors du projet, les paysans peuvent directement vendre leurs produits à partir de leurs petites plantations. En vérifiant les prix sur les marchés de Johannesburg, les paysans peuvent éviter de payer des commissions aux intermédiaires et sont capable de négocier pour un prix, connaissant toutes les conditions du marché et des prix.

Nom du projet	Esoko (connu autrefois sous le nom de Tradenet) http://www.esoko.com
Auteur du projet	Esoko Networks
Etat du projet	Actif
Pays	Bénin ; Burkina Faso ; Côte d'Ivoire; Ghana; Madagascar ; Mali; Mozambique ; Nigeria ; Tanzanie ; Ouganda ; Cameroun ; Afghanistan ; Soudan

Esoko est une plateforme de communication rurale qui cherche à améliorer les revenus en développant des marchés sains. N'importe quel individu, entreprise ou groupe de producteurs peut établir Esoko pour mieux gérer ses réseaux de commercialisation, de distribution ou d'approvisionnement. Il y a quatre services clef fournis par la plateforme :

1. *Live market feeds* : des alertes SMS en temps réel sur les prix du marché et des offres qui sont automatiquement transmis aux abonnés. Les utilisateurs peuvent soumettre directement leurs offres dans le système en utilisant le SMS.
2. *Marketing direct par SMS* : les entreprises peuvent viser des groupes spécifiques d'utilisateurs et cibler des messages d'approvisionnement ou de vulgarisation pour réduire leurs frais de voyage et de communication.
3. *Scout polling* : les entreprises peuvent établir un système d'interrogation automatique par SMS pour faire le suivi des inventaires, des activités en matière de culture, etc. pour suivre de près et faire un compte-rendu des cycles et des rendements des cultures.
4. *Profilage et marketing en ligne* : n'importe quel utilisateur ou entreprise obtient un espace Web personnalisable qui peut faire de la publicité pour leurs produits et leurs services. Cet espace peut être mis à jour en utilisant le service de gestion de contenu de Esoko mobile2web.

Esoko a débuté en 2005 comme une initiative privée sous le nom de TradeNet. Il était associé au programme MISTOWA de l'USAID en Afrique de l'Ouest et au programme FoodNet du CIAT en Ouganda. Il utilise les systèmes Web et mobile et a une équipe de 20 personnes qui développent la technologie au Ghana. Il a actuellement été certifié par des partenaires de 10 pays dans toute l'Afrique. N'importe qui peut accorder une licence à la plateforme pour l'utiliser dans son propre pays. Esoko fournit un programme d'appui supplémentaire aux partenaires qui se concentrent sur le renforcement des capacités et de la viabilité financière, en mettant l'accent sur l'énumération des données sur le marché et les services de prospection de clientèle. Pour le Ghana seulement, 15.000 agriculteurs ont souscrit au service d'ESOKO.

Nom du projet	InfoPrix Bénin: Prix sur le marché via SMS http://www.onasa.org/
Auteur du Projet	Bureau national de la sécurité alimentaire (ONSA)
Project Partenaires	Centre Allemand pour la documentation et l'information en matière d'agriculture (ZADI); Centre Allemand pour la coopération technique (GTZ)
Etat du projet	Inconnu
Pays	Bénin

Les experts du bureau de la sécurité alimentaire au Bénin (ONASA) suivent 64 marchés ruraux et les prix de 25 types d'alimentations de base les plus importantes. Les prix sont livrés à un internet café, où les données sont procédées et envoyées au siège d'ONASA. Après un control de qualité, les abonnés reçoivent un message SMS avec les prix des principaux produits des six marchés les plus importants. D'autres informations peuvent être demandées via SMS, et l'information est envoyée aux stations de radios pour être communiquée dans les langues locales.

Nom du Projet Réseau des Systèmes d'Information des Marchés en Afrique de l'Ouest/**West African Agricultural Market Information System Network (RESIMAO/WAMIS-Net)**
<http://www.resimao.org/html/en>

Auteur du projet RESIMAO/WAMIS-Net

Etat du projet Actif

Pays Bénin ; Burkina Faso ; Côte d'Ivoire ; Guinée ; Niger ; Mali ; Sénégal ; Togo ; Nigeria

RESIMAO/WAMIS-NET est un réseau de systèmes d'information des marchés de ses pays membres qui fournissent à toutes les parties prenantes, une mise à jour et une information précise sur les 400 bourses de commerce agricoles rurales et urbaines par différents moyens. Le réseau suit le développement du secteur agricole à travers la collection et la publication de rapports statistiques et analytiques connexes. Il fournit des informations relatives au marché à travers l'Internet, la radio, l'impression, le courriel et les SMS.

Nom du projet Trade at Hand
<http://www.intracen.org/trade-at-hand/>

Auteur du projet Centre international du commerce des Nations-Unis

Etat du projet Actif

Pays Burkina Faso ; Mali ; Sénégal ; Mozambique ; Liberia (commerce)

Ce service est destiné aux exportateurs de fruits et de végétaux. « Prix sur les marchés », consiste à envoyer, à travers des SMS, les prix des produits sur les marchés internationaux, en temps réel. Les utilisateurs des prix sur le marché sont inscrits par le commerce local à Hand Focal Point. A la suite de l'abonnement, l'exportateur choisit les produits pour lesquels il/elle veut recevoir les cotations de prix. La tarification en temps réel pour les marchés de gros sont envoyés à l'exportateur à travers le service d'envoi de messages courts (SMS) sur son téléphone mobile. « Alertes Marchés » est un outil web-au-SMS qui permet aux organisations d'appui à transmettre les opportunités d'affaires, de contacts et nouvelles du marché aux hommes d'affaires.

Trade at Hand a été conçu pour se soutenir soi-même dans les pays où le service est lancé. Les coûts des services sont négociés en fonction de chaque cas, pour chaque pays, dans le but de mettre au point un service d'information abordable. L'administration de Trade at Hand est donnée aux organisations locales (appelées T@H Focal Points). Plus de 90% des exportateurs de fruits et de légumes (vers l'Europe) venant du Sénégal, du Mali et du Burkina Faso ce sont abonnés à Trade at Hand Market Prices. Le TIC met en œuvre actuellement un projet qui recueille, par SMS, les prix des denrées alimentaires sur les marchés nationaux au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso. Il est effectué en partenariat avec trois institutions nationales de collection de prix.

Nom du projet	Eastern Corridor Agro-market Information Centre (ECAMIC) http://www.sendfoundation.org/programs/project_item.asp?id=4&section=7
Auteur du projet	SEND (Social Enterprise Development Foundation of West Africa) Partenaire du projet IICD; Catholic Organization for Relief and Development Aid (Coraid)
Etat du projet	Opérationnel depuis 2003 (Prévision de la dernière date : 31 décembre 2009)
Pays	Ghana

Le projet ECAMIC soutient les paysans dans le couloir de l'est au nord du Ghana à travers la création de groupes de coopérative paysanne(avec environ 800 membres au total) utilisant les TIC pour améliorer l'accès au marché de l'information et aux données. Un outil qui a commencé sa construction en 2005, sert de source d'information et de données à vingt-quatre coopératives paysannes communautaires. Une collection d'information sur le prix au niveau des marchés locaux du district est combinée avec d'autres informations agricoles pertinentes au bureau d'ECAMIC et distribué dans les bureaux du district à travers un courriel. Les téléphones mobiles sont utilisés pour transmettre l'information du marché, utilisant la plateforme du Tradenet (aka Esoko), et des agents d'informations en matière de coopérative diffusent les prix hebdomadaires aux responsables des coopératives qui organisent alors les réunions avec leurs membres pour discuter de l'information reçues. Les dirigeants lettrés avec des téléphones mobiles ont accès aux informations sur le marché et les traduisent à leurs collègues qui n'ont pas de téléphones. Les paysans commencent à utiliser de plus en plus la plateforme pour envoyer des offres afin de vendre les produits agricoles, mais le défi maintenant pour les paysans est de faire face à la demande des acheteurs en terme de déclaration de la quantité et garantissant la qualité des produits agricoles.

Nom du projet	Commerce électronique pour des exportations non-traditionnelles http://www.iicd.org/projects/ghana-ecommerce/
Auteur du projet	Agricultural Service Sector Investment Programme (AgSSIP)
Partenaires du projet	IICD; Ghana Export Promotion Council; Fédération des entreprises ghanéenne; Association des industries ghanéennes
Etat du projet	Terminé (2000-2004)
Pays	Ghana

Le projet du commerce électronique visait à améliorer la capacité commerciale des producteurs à petites échelles des exportations non-traditionnelles (cultures comme la noix de cajou et la noix de charité, l'ananas et le maïs) à travers l'établissement de six centres d'information agricole du district (centres de commerce électronique) à travers tout le pays. Les paysans et les commerçants sont mensuellement abonnés aux services de l'information pour un prix modique. Le service d'information dans chaque centre de commerce électronique inclus:

- Promotion de produits et liens avec les commerçants actuels et potentiels à travers les sites web personnalisés logés dans les bureaux du district, lié au site web central au siège du ministère de l'agriculture.
- Accès à l'information de marché des principaux marchés au Ghana à travers les bureaux du district de MOFA, liés à la base de données commerciales centrales au siège de MOFA.

650 commerçant et paysans ce sont abonnés au service, avec environ 3,200 bénéficiaires.

Nom du projet	Commerce électronique pour les femmes
Fondateur du projet	CRDI
Auteur du projet	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, INSTI/GAINS
Etat du projet	Terminé (2001-2006)
Pays	Ghana

Le projet a été piloté dans la région centrale et mettait l'accent sur les femmes de la zone rurale pauvre en abordant la question du commerce électronique des exportations non traditionnelles, principalement les produits horticoles, et impliquait la création de 6 centres. Le personnel agricole a été formé à l'utilisation des ordinateurs et de l'internet et des centres ont des sites de démonstration. Le projet avait également une collaboration directe avec GAINS et MISTOWA. Il y avait des plans pour avoir une connexion VSAT dans les districts mais le défi était de faire face aux coûts récurrents de la bande passante et des 'modèles partagés' avec d'autres organisations étaient en train d'être considérés. Le projet avait un centre TIC avec une connexion internet et la base de données des produits agricoles locaux a été téléchargée vers le serveur pour être partagée par tous. Certaines des nouvelles technologies ont été saisies sur vidéo.

Nom du projet	Kenya Agricultural Commodities Exchange (KACE) Projet MIS http://www.kacekenya.com/
Auteur du projet	KACE
Partenaires du Projet	CTA; Safaricom Ltd; Fondation Rockefeller; USAID; Fondation Hans Seidal
Situation du projet	Actif depuis 2002
Pays	Kenya

Le projet pilote MIS de KACE a été initié par KACE, en collaboration avec le CTA. KACE recueille, transforme, met à jour et diffuse quotidiennement les informations relatives au marché, aux paysans et autres intermédiaires de marché à travers le MIS. Les informations relatives au marché inclues les prix de marchandises dans différents marchés, les offres de produits de base à vendre et des offrent à acheter ainsi que de courts messages d'extension. A travers la fonction des offres, les paysans sont en mesure de faire la publicité de leurs stocks (propositions) pour la vente ou leurs demandes (offres) pour des intrants agricoles tels que les engrais et les semences améliorées. KACE reçoit un feedback qu'il utilise pour raffiner et améliorer continuellement le système. Il ya plusieurs services :

1. *Points d'information relative au marché (MIP): pavillon de renseignements.*
2. *Centres d'information relative au marché (MIC): centres qui fournissent une connectivité internet et des points de liaison.*
3. *Téléphone mobile service à messagerie courtes (SMS Sokoni):* un partenariat avec Safaricom Ltd, un prestataire de service de téléphone mobile. Un paysan se trouvant n'importe où dans le pays où le téléphone mobile du réseau Safaricom existe peut avoir accès à l'information relative au marché comme le cours des produits de base dans différents marchés, qui achète ou vend quels produits, à quel prix, où et quand, ainsi qu'avoir l'accès aux messages d'extension utilisant leurs téléphones mobiles Safaricom. L'utilisateur reçoit et paie pour les messages SMS, environ KSh 7 par message, à Safaricom.

4. *Service de réponse interactive de voix (IVR)* : un réseau IVR dans lequel KACE télécharge régulièrement l'information relative au marché. Les utilisateurs ont accès à l'information sur la messagerie vocale en composant le numéro 0900552055 avec n'importe quel téléphone mobile ou numérique à travers une formule simple.
5. *SOKO Hewani*: une bourse virtuelle créée pour les petits producteurs pour offrir à vendre des produits agricoles et des offres à acheter des produits. Ce service est disponible utilisant des téléphones mobiles en appelant la station de radio communautaire (en conception).
6. *An Internet-based Regional Commodity Trade and Information System (RECOTIS)*: une base de données électroniques de clients intéressés à l'achat, à la vente, à l'importation ou aux marchandises de distributions pour la diffusion d'information relatives au marché. (pas tout à fait en fonctionnement).
7. *Un site web*: <http://www.kacekenya.com/>.

Nom du projet	Livestock Information Network and Knowledge System (LINKS)
Auteur du projet	Global Livestock Collaborative Research Support Program (GL-CRSP)
Parte. du projet	Etats Unis : USAID; Texas A & M University; Centre for Natural Resource Information Technology (CNRIT) Kenya: Kenya Livestock Marketing Council; Ministère pour le développement du bétail; SNV (Organisation pour le développement des Pays-Bas) Ethiopie : Ministère de l'agriculture et du développement rural; Autorité de commercialisation du bétail Tanzanie : Ministère de l'industrie; Commerce et Marketing; Tanzania Livestock Marketing Agency
Etat du projet	Actif depuis 2003
Pays	Kenya, Ethiopie, et Tanzanie

LINKS est un système régional d'information de commercialisation de bétail liées, en cours et en expansion qui a pour rôle de pourvoir aux besoins en ce qui concerne le temps et la fiabilité de l'information commerciale sur le bétail pour les producteurs, les commerçants et les décideurs politiques dans le sous secteur du bétail. Le système LINKS complète le Livestock Early Warning System (LEWS).

Le service couvre 18 marchés au Kenya, 32 en Ethiopie et 30 en Tanzanie. Il fournit des informations sur divers sujets:

- Tendances au niveau des prix du bétail pour la majorité du bétail (bovin, chameau, mouton, caprins).
- Volume de ventes, y compris les proportions de chaque type d'animal par marché.
- Coûts pour le transport des animaux par camion d'un marché à un autre.
- Nombre d'heures pour transporter les animaux d'un marché à un autre.
- Prix des produits du bétail – lait (chameau, vache, chèvre), viande (chameau, vache, chèvre, mouton), cuirs, peaux, miel.

Les informations sur les prix et les volumes peuvent être téléchargées du web par pays URLs: Kenya (www.lmiske.net), Ethiopie (www.lmiset.net), et Tanzanie (www.lmistz.net) ou accédées à travers SMS. Les zones pastorales dans les 3 pays contiennent environ 30% de la population totale estimée à 160 millions de personnes, ce qui revient à 48 millions de personnes. On a estimé que hors les 48 millions, environ 5% (2,4 millions) ont accès à l'information à travers ce réseau des partenaires du projet avec une estimation de 3% (720 000) utilisant des téléphones mobiles.

Nom du projet **Agricultural Marketing and Information System for Malawi (MIS-Malawi)**

<http://www.ideaamis.com/SMS/index.php>

Auteur du projet *Malawi Agricultural Commodity Exchange (MACE) Ltd*
<http://www.ideaamis.com/>

Partenaires du projet Telekom Networks Malawi ; Fondation Rockefeller; Université du Malawi, Université de Bunda, IDEAA

Etat du projet Actif depuis septembre 2004

Pays Malawi

Le *Agricultural Marketing and Information System for Malawi* (MIS-Malawi) est un projet d'une durée de 5 ans mis en œuvre à travers le MACE dans le cadre de l'*Initiative for Development and Equity in African Agriculture* (IDEAA). Il utilise divers outils pour intégrer les TIC en vue de fournir des informations sur le marché qui visent les petits exploitants et servent d'autres intermédiaires du marché dans les filières des matières premières qui représentent des débouchés commerciaux pour les agriculteurs. Il y a plusieurs composantes du système :

1. *Partie centrale* : basée à Lilongwe.
2. *Centres d'information Marketing (MIC)* : 3 centres situés à Limbe, Lilongwe et Mzuzu.
3. *Points d'information Marketing (MIP)* : 4 centres situés à Lobi, Kasungu, Rumphi et Lizulu.
4. *Centres ressources de marché* : 6 centres situés à Muloza, Mwanza, Liwonde, Mitundu, Jenda et Karonga.
5. *Service de messagerie (SMS)* : le service qui utilise le numéro de téléphone cellulaire 08200777, permet aux utilisateurs d'accéder à des prix de gros de 13 marchés, de vendre ou d'acheter des matières premières agricoles et d'accéder au prix de détail de 45 marchés, d'acheter des matières premières agricoles et d'accéder à des informations sur les rendements de la variété hybride de maïs et aux recommandations en matière d'engrais. On comptait environ 30 000 utilisateurs de services SMS en 2007.
6. *Courriel* : ideaa@ideaamis.com et site *Web* : www.ideaamis.com
7. *Programme radiophonique* : Le programme nommé *Misika ya pawalesi* ou Supermarché à la radio, est un programme radiophonique interactif qui permet aux agriculteurs au Malawi de vendre diverses matières premières agricoles en plaçant leurs offres de vente et d'achat en direct à la radio. Le personnel de MACE communique directement avec les agriculteurs qui appellent pour vendre ou acheter des matières premières. De janvier à septembre 2008 le volume total échangé à travers le programme radiophonique était de 32 733 845, 10 MK (Kwacha du Malawi) soit 233 813 dollars américains.

Nom du projet **Système d'Information des Marchés Agricoles (SIMA)**
<http://ictupdate.cta.int/en/Feature-Articles/Dakoro-calling>

Partenaires du projet Systèmes d'Alerte Rapide de la Famine (FEWS NET)

Etat du projet Inconnu

Pays Niger

Le personnel de l'administration locale rassemble l'information en collaboration avec l'agriculture et les marchés de bétail SIMA (*Système d'Information des Marchés Agricole*) et SIMB (*Système d'Information des Marchés du Bétail*). Ils recueillent l'information directement sur les marchés locaux, partout dans le pays. Chaque centre télécom couvre un certain nombre de villages, et de marchés. A chaque terminal VSAT, il y a un ordinateur connecté à un petit émetteur de données qui envoie alors l'information agricole à la capitale.

Nom du projet **Network of Market Information Systems and Traders' Organizations de l'Afrique de l'Ouest (MISTOWA)**
www.mistowa.org
www.wa-agritrade.net

Partenaires de projet USAID; Agriterria; IFCD

Etat du projet Terminé

Pays Pays de la CEDEAO

Commencé en 2004, MISTOWA a été fondé par l'USAID en septembre 2007 et mis en œuvre par IFCD. Avec l'objectif général d'une augmentation de commerce intra-régional de marchandises agricoles au sein de l'Afrique de l'Ouest, le projet met l'accent sur l'élimination des obstacles vis-à-vis du commerce tel que le manque d'accès à l'information au moment approprié sur les prix et les opportunités de marché, une compétence insuffisante de producteurs et de commerçants à répondre à la production et aux opportunités de marché et un environnement commercial non favorable, y compris les barrières tarifaires et non-tarifaires. MISTOWA a travaillé avec les filiales nationales de systèmes d'information relatives au marché (MIS), avec les organisations de commerce (OC) et les organisations de producteurs agricoles (OP) et les réseaux régionaux publics MIS tels que RESIMAO/WAMIS-NET et les privés tels que TradeNet (Esoko) qui fournissent, à toutes les parties prenantes, une mise à jours et des informations précises sur 400 marchés ruraux et urbains de marchandises agricoles via l'Internet, la radio, l'impression, l'email et les SMS. Les autres partenaires étaient l'économie intergouvernementale, les organisations monétaires et politiques, les fournisseurs de TIC, les média et les compagnies privés dans le sous secteur de transformation agro-industrielle. Le projet visait tous les pays membres de la CEDEAO mais les activités avaient intensivement été exécutés au Ghana, au Nigeria, au Mali , au Burkina Faso, au Sénégal, au Bénin, au Togo, en Côte d'Ivoire et au Niger, avec une implication importante bien vrai qu'elle soit moindre, de partenaires clef en Guinée, en Gambie et en Sierra Leone. MISTOWA a développé un partenariat privé-public très réussi avec «Busylab», une société de génie logiciel privée au Ghana afin de créer la plateforme d'échange d'information en agro-industrie électronique, www.tradenet.biz. Pour aider les utilisateurs à avoir accès à TradeNet et une variété d'autres informations relatives au marché et aux services des affaires, MISTOWA a aidé les partenaires à établir plus de 100 points d'informations en matière d'agro-industrie (ABIP) dans 13 pays à travers l'Afrique de l'Ouest. Les gestionnaires d'ABIP sont maintenant bien formés en ce qui concerne l'utilisation de Tradenet et sont capables de permettre aux

producteurs et aux commerçants de développer des liens de marché profitables. Un nouveau projet financé par l'USAID, l'agro-industrie et la promotion du commerce (ATP), a depuis pris le devant de la plupart des activités de MISTOWA. ATP mettra l'accent sur le maïs, l'oignon/l'échalote, et une filière de bovins vivants.

Nom du projet	Gestion de la communication et de l'information du marché par les agriculteurs (FICOM) http://www.syngentafoundation.org/projects_programs_ficom_overview.htm http://www.ictard.org/ictard_projects_pilot.htm
Auteur du projet	Fédération nationale des agriculteurs d'Ouganda (UNFFE)
Fondateur du projet	Fondation Syngenta pour une agriculture durable (SFSA)
Partenaires du Projet	Technologies de l'information et de la communication pour le développement rural en Afrique (ICTARD); Département météorologique du ministère de l'aménagement du territoire, de l'eau et de l'environnement; NARO; Uganda Microfinance Union; Foodnet Ouganda; Busoga Rural Open Source Development Initiative (BROSDI); projet téléphones de villages du MTN; Uganda Microfinance Union
Etat du projet	Terminé (2005-2007)
Pays	Ouganda

FICOM était une étude pilote pour examiner des outils TIC durables qui peuvent être utilisés pour diffuser efficacement l'information agronomique, l'information du conseil, l'information de la micro finance, l'information sur le marché et le développement de l'agro-industrie, et le service de l'appui au développement des affaires aux paysans ruraux dans les districts de Jinja, Kayunga et Luwero de l'Ouganda. Des conseils sont transmis par le siège de la «Uganda National Farmers Federation (UNFFE)» au niveau des bureaux du district, et ensuite à 24 centres de téléphone de village, dans lesquels chaque groupe de paysan possède un téléphone mobile. Les paysans envoient et reçoivent des messages avec des mises à jour sur les prix au niveau du marché. Le projet a redéveloppé le site web de l'UNFFE et a établi un réseau local sans fil et le «World Space radio» utilisant les systèmes internet et radio (RANET) qui permet l'accès aux renseignements consultatifs (site web de l'UNFFE) sans connexion internet.

Nom du projet	Agricultural Research Extension Network (ARENET) http://www.arenet.or.ug/question2.php
Partenaires du projet	Organisation nationale de recherche agricole (NARO) ; Service national de conseils agricoles (NAADS) ; <i>Agricultural Research Information Service (ARIS)</i> ; <i>Bulindi, Ngetta and Mbarara Zonal Agricultural Research and Development Institutes (ZARDIs)</i> ; Local Government Agriculture Departments of Lira, Hoima and Mbarara districts; WougNet Kubere Information Centre in Apac ; FoodNet Lira; IITA/FoodNet ; Agency for the Promotion of Sustainable Initiatives (ASDI) in Apac ; Volunteer Efforts for Development Concerns (VEDCO) ; DATICs in Rakai; Action AID International in Masindi ; Uganda National Farmers Federation (UNFFE) ;

Ministère de l'Agriculture ; Industries animales et pêche ; Institut national de recherche sur les ressources piscicoles (NAFIRRI)

Etat du projet Actif depuis 2004

Pays Ouganda

ARENET a été développé à travers un Programme de Coopération Technique (PCT) entre le gouvernement de l'Ouganda et la FAO. Le projet qui a développé ARENET a pris fin en 2007 et était intitulé Renforcement des liens d'information et de communication entre la recherche agricole et la vulgarisation en Ouganda. Le site du projet pilote se trouve dans les *Zonal Agricultural Research and Development Institutes* (ZARDIs) de Bulindi, Ngetta et Mbarara, *Agricultural Research Information Service* (ARIS), NAADS, les Départements de production agricole et les ONG dans les districts de Mbarara, Lira, et Hoima.

L'ARENET fournit 3 services de base :

1. Un système de documentation agricole : un outil Internet pour documenter, mémoriser, partager et diffuser des informations agricoles techniques simples applicables aux agriculteurs et aux agents de vulgarisation.
2. Le service de questions - réponses (Q&A) : un outil Internet pour résoudre les problèmes techniques liés à l'agriculture et au développement rural. Il a été développé avec pour objectif d'aider les agriculteurs à obtenir des réponses à diverses questions. Des agriculteurs, des agents de vulgarisation et des prestataires de services affichent leurs questions en ligne dans la catégorie appropriée. Les réponses apportées par les meilleurs experts de chaque domaine sont ensuite affichées pour que tout le monde puisse y avoir accès. Les questions et leurs réponses appropriées sont ensuite mémorisées dans un dépôt de données.
3. Nouvelles et événements : un système pour permettre aux districts et aux sites de recherche d'afficher des nouvelles et des annonces d'événements.

Nom du projet T2M (Time to Market)
<http://t2m.manobi.sn/>

Partenaires du projet Manobi

Etat du projet Actif

Pays Sénégal

Manobi a développé T2M, un système qui permet aux producteurs, aux exportateurs et à l'organisme de régulation d'utiliser un téléphone mobile, un ANP (assistant numérique personnel) ou l'Internet en vue de connaître en temps réel le prix et la situation-arrivée des produits sur les marchés, ainsi que la disponibilité des mêmes produits sur les sites de production. Le prix et les changements d'arrivée des produits sur les marchés sont rassemblés deux fois par jour sur une application d'ANP par les spécialistes des études de marché de Manobi. Les données, qui sont envoyées par le réseau mobile de la Plateforme d'accès multiservices (MCSP) et stockées sur une base de données centralisée sont analysées en temps réel avant d'être diffusées aux utilisateurs à travers une plateforme multi-chaîne élaborée spécialement par Manobi pour fournir à coût réduit des services de données avec les réseaux vocaux classiques de première génération des prestataires de téléphonie mobile.

Nom du projet	Xam Marsé http://www.manobi.sn/sites/za/index.php?M=9&SM=20&Cle=54
Auteur du projet	Manobi
Partenaires du projet	Senegalese Agricultural Credit Fund ; Sonatel ; Agence Suédoise de coopération internationale ; Ministère du commerce sénégalais ; Alcatel ; Sontel ; IDRC
Etat du projet	Actif depuis 2001
Pays	Sénégal

Xam Marsé fournit l'information relative au marché concernant différents produits, aux paysans, commerçants, hôteliers sénégalais et autres à travers l'Internet et le SMS quotidien gratuit. Xam Marsé fournit un service SMS avec information à temps réel sur les prix et la disponibilité de fruits, de légumes, de viande et de volailles sur n'importe lequel des marchés Sénégalais.

Nom du projet	Programme de développement des systèmes de commercialisation des produits agricoles (AMSDP) http://www.ifad.org/english/operations/pf/tza/i575tz/index.htm
Auteur du projet	Gouvernement de la Tanzanie
Partenaire du projet	FIDA ; BAD ; Gouvernement de la République d'Irlande ; Vodacom
Etat du projet	Actif depuis 2002
Pays	Tanzanie

Vodacom collabore avec le Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Marketing pour mettre en œuvre son AMSDP, un programme sur sept ans. Le ministère fournit des informations à Vodacom où les agriculteurs et les commerçants peuvent accéder aux données dont les derniers prix des matières premières grâce à un SMS envoyé à partir de leurs téléphones mobiles. Ce service permet aux agriculteurs et aux commerçants de négocier plus efficacement la vente des produits agricoles.

Nom du projet	Service d'information des SMS http://www.farmprices.co.zm/
Auteur du projet	Union national de producteurs agricole de la Zambie (ZNFU)
Partenaires du projet	IFAD; Vodacom DRC; AfriConnect/CelTel
Etat du projet	Actif depuis 2007
Pays	Zambie ; République démocratique du Congo

Le "IFAD-supported Smallholder Enterprise and Marketing Programme (SHEMP)" en Zambie, a créé un service d'information relative au marché transfrontalier. Le service SMS fournit aux paysans et aux commerçants en Zambie et dans le Katanga du Congo des informations journalières sur la disponibilité du stock, les prix sur le marché et les tendances de ventes qui sont également disponibles sur son site web. Pour obtenir de meilleurs prix pour un produit, les paysans envoient un message SMS contenant les quatre premières lettres du nom du produit à 4455. Les commerçants ont accès à l'information en français à travers Vodacom RDC au Congo et en anglais à travers AfriConnect/CelTel en Zambie.

4. Apprentissage Electronique pour les Compétences de Base, Approches de l'enseignement Agricole et Basées sur la Vidéo

Nom du projet

RUNetwork (Réseau Universel Rural)

<http://www.runetwork.de/html/en/index.html>

Partenaires

ISICAD (Système d'Information pour une Coopération Internationale dans la Recherche Agricole et le Développement Rural) de la BLE (Agence Fédérale d'Agriculture de l'Allemagne) ; ARC (Conseil de Recherche agricole) ; INRAB (*Institut National des Recherches Agricoles du Bénin*) ; CARDI (Institut Caribéen de Recherche Agricole et de Développement) ; JAS (Société Agricole Jamaïcaine) ; BMBF (Ministère de l'Education et des Sciences en Allemagne)

Etat du projet

Actif depuis 2000

Pays

Bénin/Afrique du Sud

Le projet RUNetwork est le résultat d'une collaboration entre plusieurs institutions et communautés au Bénin, en Jamaïque et en Afrique du Sud en vue de promouvoir une participation opérationnelle des ruraux dans la société globale d'information. Le projet a développé un système d'information opérationnel et complètement décentralisé sur le web en collaboration directe avec les communautés rurales. Le système d'information vise particulièrement à résoudre les problèmes de faible connexion et le manque de connaissances informatiques. La version initiale du système interactif a été lancée en 2000. Le projet a pris fin en 2004. Le système d'information continue de fonctionner dans le cadre d'une série de projets qui utilisent ce système pour la gestion de l'information et de la communication. Aujourd'hui, le système contient plus de 4000 publications avec des informations génériques provenant de pays en développement, y compris plus de 10 000 images et documents. Entre autres, le système renferme une gamme de caractéristiques innovatrices de gestion et de contrôle d'un service questions-réponses en ligne à la demande.

Nom du projet

Service Questions - Réponses

<http://www.cta.int/about/qas.htm>

Bailleur de fonds

CTA

Etat du projet

Actif

Pays

Bénin ; Côte d'Ivoire ; Guinée ; Togo ; Ouganda ; Botswana ; Malawi ; Lesotho ; Namibie ; Zimbabwe ; Afrique du Sud ; Ghana ; Nigeria

CTA soutient les Services Questions-Réponses depuis 1985 en vue de fournir des services et produits d'information aux chercheurs, aux relais sociaux et aux producteurs ruraux dans

les pays ACP (Afrique Caraïbes et Pacifique). Le service était basé sur un modèle centralisé jusqu'en 1997, lorsque son utilisation a été décentralisée pour inclure des partenaires dans les régions d'Afrique, Caraïbes et Pacifique. En 2007, CTA a appuyé des partenaires à mettre le service en œuvre dans treize (13) pays africains. Les centres utilisent de plus en plus des technologies d'information plus performantes telles que l'Internet, les textes, la radio et les services d'appels en ligne.

Nom du projet **Miproka (Maison d'Information et de Promotion du Karité)**
<http://www.songtaaba.net/> <http://www.iicd.org/projects/burkina-mikropa>

Auteur du projet Songtaaba-yalgré Association

Partenaire IICD

Etat du projet Actif depuis janvier 2005

Pays Burkina Faso

Il s'agit d'un projet pilote d'une durée de cinq ans qui a construit deux petits centres d'informations (*Maisons d'Information et de Promotion du Karité* ou Miprokas) en milieu rural pour les productrices de karité. Dans ces centres, les femmes peuvent accéder à l'internet afin de rester en contact avec le bureau central du fondateur du projet à Ouagadougou, Burkina Faso. Outre les productrices de karité, ces centres sont aussi accessibles à d'autres habitants des zones rurales et sont au service de près de 800 personnes. Santaaba a maintenant la capacité de produire ses propres présentations en PowerPoint en bambara.

Nom du projet **Sissili Vala Kori: Amélioration des moyens d'information agricoles aux paysans dans la zone rurale de Sissili**
<http://www.iicd.org/projects/burkina-feppasi>

Auteur du projet Fédération Provinciale des Producteurs Agricoles de la Sissili (FEPPASI)

Partenaire IICD

Etat du projet Actif depuis janvier 2005

Pays Burkina Faso

Sissili Vala Kori est un projet mis en place pour améliorer la communication et l'information entre la fédération paysanne FEPPASI et ses membres. Deux petits télécentres ont été construits dans les villages de Vieha et de Boura. Dans ces centres, des ordinateurs ont été installés et les membres de la fédération paysanne reçoivent des formations dans l'utilisation de l'Internet et des outils de multimédia. Près de 6000 paysans sont bénéficiaires de ce projet car grâce à un accès accru aux prix du marché, aux techniques de production et de transformation agro-alimentaires, ils peuvent accroître leur production et leur revenu.

Nom du projet **TV Koodo: Système d'Information sur le Prix du Marché à travers le Web et la Télévision Nationale**
http://www.iaber.bf/tele_koodo.php

Auteur du projet Institut Africain de Bio-Economie Rurale (IABER)

Partenaire IICD

Etat du projet Actif depuis janvier 2005

Pays Burkina Faso

L'*Institut Africain de Bio-Economie Rurale* a mis en œuvre un projet visant à fournir des informations relatives aux marchés agricoles à travers un programme télévisé intitulé TV Koodo, qui est aussi relié au site web de l'IABER (www.iaber.bf). L'émission est diffusée mensuellement sur la télévision nationale du Burkina Faso et fournit les prix sur le marché des produits bovins et céréaliers. Ce programme donne des informations sur les épreuves et difficultés de la vie paysanne dans un style de divertissement à travers l'usage de marionnettes. Des personnalités sont aussi invitées sur le podium de ces émissions. Depuis le début du projet jusqu'en octobre 2008, 18 épisodes de TV Koodo ont été diffusées. L'émission est suivie par plus d'un million de téléspectateurs.

Nom du projet **VERCON (Réseau Virtuel de Vulgarisation, de Recherche et de Communication)**

http://www.vercon.sci.eg/Vercon_en/vercon.asp

Auteur du projet Gouvernement d'Égypte

Partenaire FAO

Etat du projet Actif depuis 2001

Pays Égypte

Le Gouvernement égyptien a mis en place un Réseau Virtuel de Vulgarisation, de Recherche et de Communication pilote (VERCON) en 2001–02, dans quatre centres avec l'appui de la FAO. Le projet pilote visait à subvenir aux besoins en information des petits agriculteurs Égyptiens à travers un échange d'information entre les centres de recherche agricole et de vulgarisation et indirectement entre les paysans eux-mêmes. La phase pilote du projet TCP est terminée. Les activités sont désormais mises à niveau en vue d'élargir les VERCON à d'autres pays en Afrique, (le Cameroun, le Kenya, le Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda). Les utilisateurs de ce système peuvent accéder à des matériels de vulgarisation, des systèmes d'appui aux prises de décisions et à des bases de données. Ils peuvent aussi participer à des discussions en ligne, à des forums d'intérêt particuliers, à des bulletins de journal et à des événements. Les petits agriculteurs peuvent poser des questions à travers un service en ligne appelé "les problèmes des agriculteurs" et toutes les questions et réponses fournies sont archivées pour permettre à d'autres utilisant le système d'y accéder ultérieurement.

Nom du projet **Promotion de la Productivité Agricole et du Succès des Paysans Éthiopiens sur le Marché (IPMS)**

<http://www.ipms-ethiopia.org/>

<http://www.eap.gov.et/>

Auteur du projet ILRI (Institut International de Recherche Animale); Ministère Éthiopien de l'Agriculture et du Développement Rural (MoARD)

Bailleur de fonds CIDA

Etat du projet Actif depuis juin 2004

Pays Éthiopie

Le projet IPMS (promotion de la productivité agricole et du succès des paysans éthiopiens sur le marché) est un projet de cinq ans qui vise à contribuer à l'amélioration de la productivité et

de la production agricole à travers le développement d'une agriculture qui répond aux exigences du marché pour les agriculteurs ruraux en Ethiopie. Le projet vise à renforcer l'efficacité des efforts du gouvernement dans la transformation de l'agriculture de subsistance en une agriculture de marché.

Nom du Projet **Système d'information agricole du Ghana (GAINS)**

<http://www.gains.org.gh/>

Auteur du Projet Institut d'Information Scientifique et Technologique du Conseil de recherche scientifique et industrielle (CSIR-INSTI)

Partenaires du projet Gouvernement du Ghana, CTA (Q & A)

Etat du projet Actif depuis Novembre 2002

Pays Ghana

GAINS est un centre de coordination basé au sein de l'Institut d'Information Scientifique et Technologique (INSTI) à Accra. Il s'agit d'un réseau national chargé de l'identification, de la collecte et de la diffusion d'informations agricoles au Ghana. C'est aussi un centre de référence pour des questions d'informations agricoles, des questions de développement durable et de sécurité alimentaire. GAINS regroupe près de 21 bibliothèques et centres d'informations des institutions agricoles et académiques.

Le centre d'Information agricole d'Agona Swedru et la station de radio communautaire basée à Winneba- Radio Peace, sont les deux intermédiaires que GAINS utilise pour diffuser des résultats de recherche auprès des agriculteurs. GAINS offre également un service de question-réponse appuyé par le CTA et des débats d'experts. Il travaille aussi avec les stations de radio locale pour transmettre des messages relatifs à l'agriculture aux paysans.

Nom du projet **Appui en TIC pour une connaissance agricole en milieu rural**

<http://www.iicd.org/projects/ghana-wadep>

Auteur du projet Organisation WADEP (Femmes et Développement)

Partenaires IICD

Etat du projet Actif depuis Mai 2005

Pays Ghana

Appuyé par IICD depuis 2007, le projet pilote met l'accent sur la promotion de l'accès d'environ 15,000 paysans de la région de la Volta au marché agricole. Les petits producteurs d'ignames, de manioc et de doliques bénéficient d'informations techniques sur la production, les techniques et opportunités de commercialisation et l'accès à des informations du marché fournies par l'organisation WADEP (Femmes et Développement). Les connaissances acquises leur permettent d'améliorer leur niveau de négociation avec les acheteurs et les commerçants.

Nom du projet **Service d'Information relative au marché agricole et Service de Formation**

<http://www.commercialinvestments.com.gh/mp/aboutus/whoweare.php>

Auteur du projet Market Access Promotion Network (MAPRONET)

Partenaire IICD

Etat du projet Actif depuis 2001

Pays Ghana

Financé par IICD depuis 2004, Mapronet travaille actuellement dans quatre zones au Ghana. Lors de la phase pilote, ce système est mis en œuvre par trois organisations : deux membres facilitateurs du réseau de Mapronet - Altranet (Volta region) et Trade Aid Integrated (Tamale), ensemble avec le siège de Mapronet à Tamale, qui représente 150 petits agriculteurs.

A travers son système de service d'information relative au marché et ses activités de formation, Mapronet apporte son appui aux petits et moyens groupements affiliés au réseau. Ce projet vise à construire trois centres d'information de base où les paysans pourront accéder aux informations sur le marché et à d'autres informations agricoles pertinentes. Grâce à la plateforme Tradenet (aka Esoko), les membres de Mapronet élargiront le champ de collecte et de diffusion des informations du marché en faveur de leurs bénéficiaires.

Nom du projet **DrumNet**
<http://www.drumnet.org/index.htm>

Auteur du projet Pride Africa

Etat du projet Actif depuis 2003

Pays Kenya

DrumNet est un projet de Pride Africa étant maintenant dans sa troisième année d'opération. Il atteint environ 3 000 paysans dans différentes régions au sein du Kenya. DrumNet a l'intention d'étendre ses opérations à travers les pays africains en fournissant une plateforme de gestion de filière pour lier les petits exploitants agricoles aux marchés, au financement et aux informations. Le concept est de fournir un pont entre les partenaires de différentes filières qui assurent aux paysans un marché fiable pour leurs produits à travers la provision des contrats à prix fixe. Le système de gestion de la chaîne d'approvisionnement intègre les petits producteurs, les grands acheteurs agricoles, les fournisseurs et les prêteurs commerciaux dans un financement, une production, une livraison, un cycle d'exploitation et un processus de paiement de bout en bout. Pour assurer la réalisation du contrat, DrumNet fait des formations pour les paysans et à accès au financement. DrumNet utilise un téléphone mobile lié à la plateforme TIC pour communiquer, vérifier, et partager l'information. Les bases de données de DrumNet's et une plateforme d'information numérique/SMS/communication suivent les interactions pour vérifier la conformité avec les règles détaillées dans un contrat qui définit les relations, les droits et les obligations entre et parmi les membres des chaînes d'approvisionnement.

Nom du projet **Plateforme d'information Paysanne Infonet-Biovision**
<http://www.infonet-biovision.org/>

Auteur du projet BioVision Foundation

Partenaires Avallain Enhancing Education ; ICIPE (Sciences des Insectes pour la santé et l'alimentation) ; *Forschungsinstitut für biologischen Landbau* – FiBL (Institut de Recherche en Agriculture Organique) ; KENFAP (Fédération Nationale des Agriculteurs du Kenya) ; ACT (Réseau Africain de labour et de Conservation) ; KARI (Institut de Recherche agricole du Kenya) ; le Magazine de l'Agriculteur Organique ; AIC (Centre de Ressource et d'Information Agricole)

Bailleur de fonds	Liechtenstein Development Service (LED)
Etat du projet	Actif
Pays	Kenya

Infonet-BioVision est une plateforme d'information paysanne qui fournit des informations aux paysans et aux communautés rurales en Afrique grâce aux contributions d'experts locaux, de scientifiques internationaux sur les sujets tels que l'agriculture durable, la promotion de la santé humaine et bovine et les technologies et approches environnementales. La plateforme d'information est utilisée comme un centre de ressources pour la diffusion d'informations via et en dehors d'internet. Cela se fait grâce à une coopération opérationnelle avec des organisations partenaires et des groupements locaux de paysans et de femmes et aux TIC. Infonet-BioVision est connectée à un programme de radio hebdomadaire destiné aux paysans sur des questions d'agriculture organique (<http://www.theorganicfarmer.org/>). Une nouvelle version cédérom (CD) est aussi disponible depuis janvier 2009. Dans un avenir proche, une fonction feedback sera développée ainsi qu'une option interne permettant d'envoyer des textes et des messages vocaux depuis le portail de l'infonet-Bio-Vision vers les téléphones portables.

Nom du projet	Centres d'Information du Millénaire et Groupements Communautaires http://www.kendat.org/
Auteur du projet	KENDAT (Réseau de Dissémination des Technologies agricoles du Kenya) ;
Partenaires	Research Into Use, CABI, AU-IBAR, KACE, Prolinnova (Kenya); Kenya Soil Survey ; FARM Radio (Uganda), ASARECA, Kenya Broadcasting Corporation, K24, Horizon Communications
Etat du projet	Actif avec de grands projets d'expansion
Pays	Kenya

Financé par RAILS, KENDAT consiste à mettre en place des MICs (centres d'information du Millénaire) dans le cadre de la RIU (Research into Use). Aujourd'hui, deux de ces centres sont opérationnels et avec l'appui de CABI/RAILS, ils contribuent à la mise en place d'un Système d'Information Agricole Mobile (MAIS). Eventuellement, 16 groupements communautaires associés à ces centres aideront à structurer les informations pertinentes relatives aux cultures vivrières, aux entreprises agricoles et d'élevage, aux technologies et à la valeur ajoutée, etc. destinées aux paysans et intermédiaires. Les deux centres d'information (technos) déjà fonctionnels organisent des journées de visite de terrain, des expositions et des démonstrations en vue d'améliorer la dissémination et la maîtrise des technologies agricoles. Ces centres d'information seront bientôt sous la gestion et la direction des membres de la communauté. Chaque centre techno est équipé de ressources d'information appuyés par les TIC et seront dotés d'ordinateurs alimentés grâce à l'énergie solaire et des téléphones sans fil pour l'accès à l'internet. Le gouvernement kenyan envisage de créer des villages numériques et donc installera des câbles optiques dans tous les districts. Cet effort permettra d'avoir davantage de sites propices au partage et à la diffusion d'informations.

Nom du projet	LLL - Linking Local Learners (Réseau local d'Apprentissage) http://www.linkinglearners.net/
Partenaire	CTA
Etat du projet	Actif
Pays	Kenya, Tanzanie et Ouganda

La méthode LLL (Réseau local d'apprentissage) s'efforce d'inclure tous ceux impliqués dans la chaîne de production et les encourage à apprendre les uns des autres. Il s'agit de toute personne impliquée dans le processus de transport des produits des champs jusqu'au marché : les paysans, les acheteurs, les transporteurs, les commerçants et les détaillants. Ils sont tous appelés à partager des informations relatives au marché et à former un réseau en vue de développer un meilleur système de communication.

Nom du projet	Réseau d'Information de Mandé
Auteur du projet s	<i>Association d'Aide et d'Appui aux Groupements – AAAG; Fédération des Organisations de Base du Mandén – Fabema</i> http://www.iicd.org/projects/mali-aaag
Partenaire	IICD
Etat du projet	Actif depuis mars 2005
Pays	Mali

L'ONG locale AAAG (Association d'Aide et d'Appui aux Groupements) a été créée en 1990 pour aider et appuyer les associations paysannes locales dans les régions de Mandé et de Tiakadougou. Elle travaille actuellement avec 102 associations locales basées dans 35 villages et regroupées au sein de la Fabema (Fédération des Organisations de Base du Mandén). Ce projet vise à résoudre les problèmes d'information et de communication des paysans de la région du Mandé au sud de Bamako. Le manque quasi-total d'infrastructures dans la région empêche réellement Fabema d'atteindre ses membres et de les informer des activités, des ateliers de sensibilisation et des prix sur le marché. Ce système permet d'utiliser une combinaison de radio en ondes courtes (RAC fourni par le système solaire) dans cinq villages sélectionnés et de mettre internet à la disposition de l'AAAG à Bamako. Les informations peuvent être envoyées de Bamako aux villages connectés et vice-versa et aussi entre les villages eux-mêmes.

Nom du Projet	Fruiléma http://www.fruilema.com/ http://www.iicd.org/projects/mali-quality-fruilema
Auteur du Projet	GIE FRUILEMA
Partenaires au Projet	IICD; Manobi
Etat du projet	Actif depuis août 2006
Pays	Mali

Fruiléma, est une entreprise de professionnels composée de 5 producteurs de mangues ayant lancé une plateforme électronique avec l'aide de l'IICD et Manobi, une entreprise privée basée au Sénégal. Cette plateforme offre aux acheteurs potentiels une traçabilité leur permettant de suivre la chaîne de production complète depuis la culture du fruit jusqu'aux processus de

transformation et au produit fini destiné à la vente. Les fruits vendus par Fruiléma respectent les critères de qualité exigés par GlobalGap (précédemment connu sous le nom d'EurepGap), un groupe Européen qui surveille l'origine du produit, les circonstances entourant la culture, sa croissance, l'application des engrais ou pesticides/herbicides et le processus d'emballage. Les informations relatives à ce processus sont disponibles en ligne et peuvent être mises à jour par courrier électronique et par téléphone. Les informations disponibles sont partagées avec les différents acteurs tels que les producteurs, les convoyeurs, les receveurs et les importateurs. Près de 20,000 agriculteurs utilisent cette plateforme de traçabilité.

Nom du projet	TIC en faveur des productrices de karité http://www.iicd.org/projects/mali-shea-butter-and-ict
Auteur du projet	<i>Coopérative des productrices de beurre de karité de Zantiébougou - COPROKAZAN</i>
Partenaires	IICD
Etat du projet	Actif depuis août 2006
Pays	Mali

Le projet vise à promouvoir la production du beurre de karité d'une part et à augmenter le chiffre d'affaires du groupement des productrices de beurre de karité de Zantiébougou (COPROKAZAN) d'autre part. Le projet pourvoit des installations électriques et des ordinateurs en plus de la formation des femmes dans l'usage des logiciels et d'outils informatiques standards, l'installation de courrier électronique, la création de site web et la publicité à la télé et à la radio. Environ 350 femmes sont bénéficiaires de ce projet.

Nom du projet	Jèkafo Guèlèkan : Système d'Information Rurale en faveur des Paysans de la Région de Sikasso http://www.iicd.org/projects/mali-jefako-gelekan
Auteur du projet	<i>Comité Régional de Concertation des Ruraux (CRCR)</i>
Partenaires	Ministère de l'Agriculture; IICD; AOPP (<i>Association des organisations paysannes professionnelles</i>) ; <i>Coordination nationale des organisations paysannes</i> (CNOP); Assemblée Régionale; Chambre Régionale de l'Agriculture de Sikasso; départements techniques locaux; stations de radio locales
Etat du projet	Actif depuis janvier 2006
Pays	Mali

Jèkafo Guèlèkan a été créée dans le but d'améliorer les flux d'informations et de communications entre les organisations paysannes locales dans la province de Sikasso, et les autorités nationales et régionales portant ainsi la voix des paysans dans les débats politiques autour de la question de l'agriculture. Les CLCOP (Comité Local de Coordination des organisations Paysannes) présents dans sept villes et villages principaux de la province de Sikasso constituent les points d'ancrage/de contact du système de communication destinés aux organisations paysannes affiliées au CRCR (*Comité Régional de Concertation des Ruraux*) qui couvre 215 organisations locales et plus d'un million de bénéficiaires. Le projet facilite l'utilisation des ordinateurs et l'accès à l'Internet pour améliorer la circulation d'informations entre les CLCOP et à la radio locale en vue de diffuser des informations spécifiques à une plus grande échelle. Ce système implique aussi toutes les stations de radio locales dans la province.

Nom du projet **Sene Kunafoni Bulon**

Auteur du projet IER-TRANS; Union des Producteurs de Mangues; Fédération des Producteurs de Pommes de Terre; Fédération des Transformatrices de Mangues
<http://www.iicd.org/projects/articles/mali-sene-kunafoni-bulon>

Partenaires IICD

Etat du projet Actif depuis janvier 2006

Pays Mali

Ce projet est le résultat d'une collaboration entre trois (3) grandes organisations paysannes de Sikasso (l'Union de Producteurs de Mangues, la Fédération des Producteurs de Pommes de terre et la Fédération des Transformatrices de Mangues) et la branche régionale de l'institut National des Recherches Agricoles du Mali (IER). Ce projet met l'accent sur la chaîne de transformation de cultures telles que les mangues, les oignons et les pommes de terre. A la demande des membres des organisations paysannes, l'IER recherche des informations sur des méthodes de production et de transformation qu'il leur transmet. Ce projet améliore le flux d'information en provenance de et vers l'IER et entre les paysans à travers l'usage d'outils tels que l'internet, la vidéo, la radio locale et les affiches. Actuellement, près de 15,000 agriculteurs profitent de ce projet.

Nom du projet **Agrovision**

http://www.e-agriculture.org/19.html?&no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=473&tx_ttnews%5BbackPid%5D=96&chash=50cab57bc8

Auteur du projet National Information Technology Development Agency (NITDA)

Partenaire du projet Association des compagnies de Télécommunications au Nigeria (ATCOM)

Etat du projet En conception

Pays Nigeria

Agrovision est un programme qui a été élaboré par ATCOM en collaboration avec les agences pertinentes au gouvernement dans le but d'aider les paysans à relancer l'agriculture et la production alimentaire. Son objectif est de fournir aux paysans les cartographies agro-écologiques des cultures et des types de sol au Nigeria. Il leur fournira également d'autres informations telles que les dates de plantation et de récolte pour les différents types de plantes, les conditions de stockage (en fonction de la partie du pays où la plantation est localisée), et le meilleur moyen de transport pour chaque type de culture.

Nom du projet **ICT4D Research and Resource Centre (Centre de Ressources et de Recherche en TIC pour le Développement)**

<http://www.torodev.kabissa.org/>

Auteur du projet Toro Development Network

Partenaires SATNET ; IMARK ; FAO ; CTA ; APC

Etat du projet Inconnu

Pays

Ouganda

Grâce au partenariat avec des institutions telles que SATNET (Réseau durable des formateurs agricoles), le groupe IMARK (Kit de gestion des Informations) et en collaboration avec la FAO, le CTA et l'APC, ToroDev développe actuellement la stratégie de « Réseau et Communautés électroniques » à travers la formation des travailleurs communautaires dans l'utilisation d'outils informatiques modernes simples (Web 2.0) afin de les aider à produire et à gérer des informations agricoles dans les districts de Kabarole et de Kyenjojo.

Nom du projet

Recherche agricole et réseau d'information rural (ARRIN) de la Troupe Ndere

<http://www.iicd.org/projects/uganda-arrin>

Auteur du projet

ARRIN

Partenaires du projet

IICD

Etat du projet

Actif depuis mars 2003

Pays

Ouganda

La recherche agricole et le réseau d'information rural met au point 5 centres d'information, appelés InfoPops, sur tout le territoire Ougandais. Le personnel du projet recueille les questions et problèmes agricoles provenant des paysans dans les communautés rurales et utilise les centres d'information pour les paysans dans les communautés rurales pour transmettre ceux-ci à un institut scientifique. Les chercheurs agricoles de l'Institut utilisent une gamme de ressources, y compris l'internet, pour trouver des solutions à ces problèmes. Un scénario est développé basé sur l'information acquise par les chercheurs et à partir de cela, le groupe théâtrale de la troupe Ndere développe une pièce en utilisant les réponses aux questions et distribue les audioscripts (généralement, texte et vidéo) électroniquement à l'InfoPops (sur CD ROM via les services normaux de la poste). L'InfoPops canalise alors l'information via cette représentation théâtrale à la communauté rurale dans les langues locales. Les facilités TIC dans les InfoPops ruraux, sont également utilisées par les communautés pour d'autres buts tels qu'avoir accès à l'information sur le marché et donner aux paysans des informations sur les nouvelles plantes. Le projet pilote, en partenariat avec l'IICD, est terminé mais le projet a continué indépendamment depuis janvier 2007 et a des bénéficiaires estimés à 15,000.

Nom du projet

Collecting and Exchanging of Local Agricultural Content (CELAC)

http://celac.or.ug/index.php?option=com_content&task=view&id=5&Itemid=6

Auteur du projet

Busoga Rural Open Source and Development Initiative (BROSDI)

Etat du projet

Actif

Pays

Ouganda

BROSDI est une ONG qui travaille avec le gouvernement et la société civile afin de promouvoir l'utilisation des TIC et ouvrir les moyens de développement qui incluent le partage de connaissances efficaces, la gestion de l'information et l'utilisation du FOSS (Free Open Source Software) dans les cadres ruraux. Le projet BROSDI, Collecting and Exchange of

Local Agricultural Content (CELAC) rassemble et échange le contenu agricole local pour les paysans à travers l'internet, la presse écrite, les téléphones mobiles, les programmes radios, vidéos et les conférences en direct. Le site web de CELAC offre l'information sur les pratiques de culture et d'élevage d'animaux qui ont réussi pour les paysans. Le projet a un bulletin mensuel en ligne et un bulletin trimestriel hors ligne, le CELAC News, écrit en anglais et en Luganda. L'information est également diffusée à travers le SMS. Le projet a une base de données des numéros de téléphones, des travailleurs en développement communautaire, des vulgarisateurs agricoles et toutes autres personnes intéressées, à qui l'information locale liée à l'agro est envoyée chaque lundi, en Luo, Luganda ou en Anglais. CELAC a également une émission téléphonique radio mensuelle, ainsi que l'utilisation de la musique, de la danse et de la dramatique pour montrer les pratiques agricoles et leurs défis qui sont enregistrés sur cassette et gravés sur des DVD pour utilisation par les organisations paysannes, les paysans et les ONG. Le projet cible les paysannes et a établi des centres de ressources avec les facilités TIC et les clavadoirs pour les paysans pour poser des questions liées à l'agriculture (Yahoo et Skype) et s'engage même dans les entretiens. BROSDI modère également C3Net (www.cthreenet.net) qui rassemble et échange le contenu agricole local.

Nom du projet **Accroître l'accès à l'information agricole en utilisant les technologies de l'information et de la communication dans le district d'Apac (EAAI)**

<http://www.comminit.com/en/node/273680/38>

Auteur du projet Women of Uganda Network (WOUGNET) Réseau des femmes de l'Ouganda

Partenaires du projet Centre technique de coopération agricole rurale ACP-UE (CTA) ; Radio Apac; Agency for Sustainable Development Initiatives (ASDI); Volunteer Efforts for Development Concerns (VEDCO) ; RANET of the Uganda Metrological Department; Apac District Agricultural Office ; National Agriculture Research Organisation (NARO) ; FAO/NARO ; ARENET

Etat du projet Actif depuis janvier 2005

Pays Ouganda

EAAI a été initié pour développer et approuver les systèmes d'information et de communication pour permettre un accès facile à l'information agricole pour les paysannes au niveau rural via une variété de TIC y compris les téléphones mobiles, les radio cassettes, et les radios communautaires. Le projet est en cours dans 3 villages au sein du comté de Maruzi et de Kole dans le district d'Apac en Ouganda. Il a été initié avec un appui financier venant de CTA, et visant à atteindre 12 groupes locaux de paysannes comme principales bénéficiaires.

Le projet impliquait la mise place du centre d'information Kubere (KIC), qui sert comme un point de source d'information et de mise en œuvre de projet d'appuis et de liens à deux directions avec les paysannes. A partir du centre, les paysannes peuvent avoir accès aux pratiques de formation dans le domaine agricole, ainsi que dans l'utilisation des TIC tels que les cellulaires. Certains des groupes ont également reçus une formation dans les dynamiques de gestion de groupes. Les membres du groupe sont également capables de partager les expériences entre eux, autour des meilleurs pratiques et de nouvelles idées.

Nom du projet	RIS (Système d'Information Rural) http://www.stockholmchallenge.se/data/2130
Auteur du projet	UCE (Bourse de l'Ouganda)
Partenaires	IICD; NAADS (National Agricultural Advisory Services) ; Ministère du Commerce, du Tourisme et de l'Industrie ; 15 groupements de paysans ruraux ; SNV (Organisation de Développement des Pays-bas) ; MTN ; Celtel/Zain ; I-Network Uganda
Etat du projet	Actif depuis janvier 2003
Pays	Ouganda

Le projet RIS (Système d'Information Rural) a commencé en 2003 avec la Bourse Ougandaise (UCE), pour permettre aux agriculteurs ruraux d'accroître leur revenu en adoptant une approche de commercialisation plus rentable. En partenariat avec NAADS, les différentes phases du projet consistent à mettre en place des centres RIS auprès d'organisations qui permettent aux paysans d'utiliser les services suivants :

système de stockage (financé par l'UE): ce système, une fois opérationnel, permettra aux paysans de stocker leurs produits, de transporter leurs produits vers les marchés de leur choix et de les y vendre.

bureau de commercialisation des cultures: permettra aux paysans d'envoyer et de recevoir à temps des informations opportunes, exactes et adéquates sur les tendances du marché favorables à la vente de leurs produits.

Depuis août 2007, 10 centres ont été mis en place avec la SNV, 15 autres centres sont prévus en début de l'année 2009 et 20 autres avant la fin de l'année 2009. Une partie des bénéfices engendrés par ces centres sont destinés au recouvrement des coûts d'investissement et le reste sera investi dans un fonds rotatif pour financer la création de nouveaux centres. Le projet RIS compte 24 utilisateurs et environ 18,000 bénéficiaires.

Nom du projet	Vers un Accès Accru des Paysans aux Informations Agricoles en Ouganda : le Système de Bon (VS) du Service Question-Réponse(QAS) http://www.kitabu.info/REN_Uganda/
Partenaires	REN Rural Empowerment Network (Réseau d'Emancipation Rurale) ; NARO Agricultural Research (Organisation Nationale de Recherche Agricole) ; CTA (Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale) ; ISICAD (Système d'Information pour une Coopération Internationale dans la Recherche Agricole et le Développement Rural) de l'Agence Fédérale d'Agriculture et d'Alimentation (BLE)
Etat du projet	Actif depuis 2008
Pays	Ouganda

Le QAS-VS a été développé par le groupe de travail ISICAD au sein du BLE (Agence fédérale pour l'Agriculture et l'alimentation en Allemagne) dans une série de projets pilotes. Le CTA a financé son amélioration et sa dissémination en Ouganda et dans d'autres pays. C'est un système d'information et de communication à la demande, ouvert, décentralisé et

électronique. Les Bons du Service QAS sont distribués auprès des paysans et les autorisent à poser des questions de leur choix et à recevoir des réponses formulées par un expert. Toutes les questions et réponses sont publiées et disponibles sur le web. Le projet actuel en Ouganda vise 300 petits agriculteurs dans 3 districts qui recevront des bons à remplir et les restitueront à des relais de vulgarisation. Les résultats seront transmis par la radio locale en Anglais, Luganda, Luo et en Runyakitara. Les émissions de radio seront téléchargées sur le site web du projet.

Nom du projet **Programme pour le développement du secteur agricole (ASDP)**

<http://www.ifad.org/operations/pipeline/pf/tan.htm>

Auteur du projet IFAD

Etat du projet En voie de réalisation

Pays Tanzanie

Le projet a été officiellement reconnu comme le programme d'appui en matière de Services Agricoles (ASSP). L'objectif du projet était de permettre aux parties prenantes dans le secteur agricole y compris les ministères, les autorités du gouvernement local, les transformateurs, les commerçants, les prestataires de services et les paysans de mieux communiquer et plus efficacement, à travers les téléphones mobiles et les ordinateurs liés aux WAN et à l'Internet. L'ASDP est un projet de sept ans qui sera réalisé dans tous les 132 districts de la Tanzanie, commençant en mars 2009. L'ASDP a deux objectifs: améliorer l'accès des paysans à et utiliser la connaissance agricole, les technologies, les systèmes de commercialisation et d'infrastructures et promouvoir l'investissement privé basé sur une réglementation améliorée et un environnement politique favorable.

Nom du Projet **Projet CROMABU (Conseils de commercialisation des denrées)**

<http://www.iicd.org/projects/tanzania-abis-cromabu>

Auteur du projet Conseils de commercialisation des denrées (CROMABU)

Partenaire du projet IICD

Etat du projet Actif depuis novembre 2002

Pays Tanzanie

Le projet CROMABU (Conseils de commercialisation des denrées) met en place un télécentre avec des ordinateurs où les paysans ont accès à l'information concernant les prix et les échanges commerciaux. L'initiative CROMABU vise à renforcer la capacité, pas seulement avec les paysans mais au sein du reste de la communauté, particulièrement parmi les jeunes gens et les femmes. Pour le prix du service d'information, CROMABU a rejoint un autre projet IICD - Service d'information des affaires (BIS) – qui réunit et analyse l'information agricole. Le projet pilote, qui était soutenu par l'IICD, s'est terminé mais le projet a continué indépendamment depuis la fin de 2007 et profite à approximativement 55 000 personnes.

Nom du projet**First Mile Project**

<http://www.firstmiletanzania.net/>

Auteur du projet

Programme de développement des systèmes de Commercialisation agricole du gouvernement Tanzanien (AMSDP)

Partenaires du projet

Gouvernement suisse ; IFAD ; Groupe international d'appui (ISG)

Etat du projet

Actif depuis 2005

Pays

Tanzanie

First Mile est une initiative du programme de développement des systèmes de commercialisation agricole du gouvernement tanzanien (AMSDP) pour aider les paysans à améliorer leur position de négociateur sur le marché en renforçant leur capacité afin d'identifier les opportunités de marchés, négocier les prix pour l'achat et la vente, et avoir un mot à dire dans la prise de décision. Le programme aide également les groupes de producteurs agricoles à se lier à d'autres organisations de base, de transformateurs, de commerçants et autres organisations, sur la chaîne du marché, ainsi que celles des exportations. Le projet fournit un accès à l'apprentissage en ligne par des intermédiaires qui peuvent relier les producteurs agricoles dans les régions rurales éloignées, qui n'ont ni électricité ni téléphone, à l'internet. Ils forment un groupe d'apprentissage appelé « Reliant les Apprentis locaux ».

La deuxième phase du projet a commencé en 2007. Cette phase inclut l'emploi d'ordinateurs portables par les compagnies ayant accès au marché, qui sont assez solides pour les zones rurales sans courant électrique et infrastructure de base.

Nom du projet**Internet Café des paysans**

<http://www.iicd.org/articles/iicdnews.2005-09-06.1315910878/>

Auteur du projet

Association des paysans de Kabwe ; Union national des paysans de la Zambie (ZNFU)

Partenaire du projet

USAID; Développement de l'enseignement et initiative de démocratie (EDDI)

Etat du projet

Inconnu

Pays

Zambie

L'internet café des paysans, accueilli par l'association des paysans de Kabwe, a été établi par l'Union national des paysans de la Zambie (ZNFU). La base de ses projets est de relier le ZNFU avec ses filiales au niveau du district et au même moment fournir un accès à l'information et aux membres individuels de l'union. Les paysans sont capable d'avoir accès aux tendances générales du marché dans le secteur agricole ainsi que de se renseigner sur tous les autres services que d'autres organisations peuvent offrir.

Nom du projet**Intégration des TIC dans le cadre de l'Assurance de la Qualité et du Marketing**

<http://www.iicd.org/projects/articles/zambia-oppaz>

Auteur du projet

OPPAZ (Association des producteurs et transformateurs de produits organiques de la Zambie)

Partenaire	IICD ; HIVOS (Institut Humaniste de Coopération avec les Pays en Développement)
Etat du projet	Actif
Pays	Zambie

Le projet d'intégration des TIC dans le cadre de l'assurance de la qualité et du marketing, financé par IICD depuis 2006, vise à mettre en place un système de contrôle interne pour les inspecteurs de l'OPPAZ (Association des producteurs et transformateurs de produits organiques de la Zambie). Avec des bases de données ouvertes et accessibles, les inspecteurs sont capables de rassembler les données nécessaires (données sur le site, types de culture et culture vivrière en question) sur un ordinateur à portée de main. OPPAZ appuie près de 700 producteurs à obtenir une certification internationale. Le système est testé sur trois sites pilotes (Chongwe, Mongu et Mpongwe) et les informations collectées sont publiées sur Internet. Cette publication peut être consultée par les partenaires internationaux qui souhaiteraient acheter les produits des paysans membres. Elle sert donc de système de contrôle interne et d'outil de commercialisation.

Nom du projet	Renforcement du Système de Dissémination et de Circulation des Informations Agricoles http://www.iicd.org/projects/zambia-nais
Auteur du projet	NAIS (Service National des Informations Agricoles) ; ZARI (Institut de Recherche Agricole de la Zambie)
Partenaires	IICD, PSO
Etat du projet	Actif
Pays	Zambie

Appuyé par IICD et PSO depuis 2005, ce projet de 5 ans, est mis en œuvre par le NAIS (Service National des Informations Agricoles), un département du Ministère de l'Agriculture en Zambie. Il vise à améliorer le flux d'informations entre les chercheurs, les relais sociaux, les prestataires de service et les paysans à travers l'utilisation des TICs. Compte tenu de la grande distance qui sépare les institutions de recherche et les districts ruraux où vivent les paysans, ces derniers sont obligés d'attendre longtemps avant d'avoir des feedbacks lorsqu'ils ont des questions. En outre, il leur est difficile de recevoir de l'assistance dans leur langue locale. NAIS a amélioré la circulation des informations entre la capitale Lusaka (siège de NAIS et de l'Institut de Recherche Agricole de la Zambie) et le district de Kasama (situé à 12 heures de route au Nord de Lusaka) grâce à l'utilisation de courrier électronique et avec l'appui de la Radio Mano (station de radio communautaire basée à Kasama). Les relais sociaux (agents de vulgarisation) de district collectent et enregistrent les questions des paysans locaux, puis les transmettent à la radio. L'un des programmes de la radio consiste en une émission de 15 minutes présentant des informations agricoles en langue locale. Certaines questions peuvent avoir des réponses immédiates et directes tandis que d'autres nécessitent l'intervention de l'Institut ZARI. Dans ce cas, les réponses sont reprises par NAIS afin de donner le feedback aux paysans lors de l'émission suivante. Près de 500 paysans ont, jusque là, reçu des informations grâce à ce projet pilote.

Nom du projet	Sustainet (Réseau d'Information en Agriculture et Développement Durable) Afrique de l'Est http://www.sustainet.org/index-en.html
Auteur du projet	BMZ (Ministère Fédéral de Coopération Économique et de Développement d'Allemagne)
Etat du projet	Actif

Sustainet East Africa, à travers ses organisations membres, procède à la documentation et à la diffusion de bonnes pratiques agricoles. L'un des membres de l'organisation, PELUM TZ (Gestion participative et écologique de l'utilisation des sols en Tanzanie) a développé des supports audio visuels (CD et DVD) sur les Bonnes Pratiques Agricoles (GAP). Certaines stations de radio au Kenya telle que Inooro, transmettent des programmes éducatifs, qui permettent aux paysans d'appeler et de poser des questions. Un bulletin régional intitulé ENEZA est actuellement en voie de finalisation et sera disponible en ligne (électronique) et en version imprimée.

Références

- “African Farm Radio Research Initiative (AFRRI).” *Soul Beat Africa*. September 28, 2007, <http://www.comminit.com/en/node/264154/38>.
- Aker, Jennifer. ““Can You Hear Me Now?” How Cell Phones are Transforming Markets in Sub-Saharan Africa.” *Center for Global Development*, October 27, 2008, <http://www.cgdev.org/content/publications/detail/894409/>.
- Akiiki, Ednah Karamagi. “Towards Improving Farmers’ Livelihoods through Exchange of Local Agricultural Content in Rural Uganda.” *KM4D Journal*. 2006, 21(1): 68-77.
- Allen, Dwight W. and Mary Anderson Ochs. “Building Pathways out of Rural Poverty through Investments in Agricultural Information Systems.” WorldAgroInfo Design Team Final Report. February 2008. <http://www.worldaginfo.org/files/WorldAgInfo%20Final%20Report%20Web.pdf>.
- “Banana Information Line.” *The Communication Initiative Network*, January 28, 2007, <http://www.comminit.com/en/node/267102>.
- Balasubramanian, K and P. Thamizoli. “Social differentiation in the horizontal transfer of knowledge: A case study from South India.” *The Journal of Agricultural Education and Extension*. 2003, 9(2): 51-60.
- Balasubramanian, K. “Knowledge Management by the Community: A Paradigm Shift in Extension.” Experiences from a Project of M.S. Swaminathan Research Foundation and Commonwealth Learning. 2008.
- Bartlett, Sarah. “Making the Marketplace Mobile: A Ghanaian software company helps farmers get a fairer deal for their crops.”. CTA. *ICT Update*. Issue 44, August 2008, <http://ictupdate.cta.int/en/Feature-Articles/Making-the-marketplace-mobile>.
- “Cameroon: Phone Farm.” *IRIN News*. May 26, 2008, <http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=78408>.
- CTA. “ICTs: Transforming Agricultural Extension?” CTA Working Document Number 8034, 2006, http://209.85.135.104/search?q=cache:n1Jx5FOiclcJ:www.anancy.net/uploads/file_en/WD8034.pdf+ICTs:+Transforming+ Agricultural+ Extension&hl=en&ct=clnk&cd=1&gl=gh&client=firefox-a.
- Davies, Mark. “How New Technology can Strengthen Rural Markets” *IFAD*. <http://www.ifad.org/events/lectures/tradenet/index.htm>.
- de Silva, H and D. Ratnadiwakara. “Using ICT to Reduce Transaction Costs in Agriculture through Better Communication: A case-study from Sri Lanka.” LIRNEasia, Colombo Sri Lanka. Research carried out with the aid of a grant from the International Development Research Centre, Ottawa, Canada, 2008, <http://www.lirneasia.net>.

- “Digital Bridge Initiative: In South Africa, the Makuleke Project.” Alcatel-Lucent, http://www1.alcatel-lucent.com/sustainable/DigitalBridge/?_requestid=38780.
- “Enhancing Access to Agricultural Information using Information and Communication Technologies in Apac District (EAAI), *Soul Beat Africa*, July 30, 2008, <http://www.comminit.com/en/node/273680/38>.
- Ezekiel, Emeka. “How Nigeria Can Use ICT to Boost Food Production.” e-agriculture. January 2, 2008. http://www.e-agriculture.org/19.html?&no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=473&tx_ttnews%5BbackPid%5D=96&cHash=50cab57bc8.
- Ferris, Shaun and Peter Robbins. “Developing Market Information Services in Eastern Africa.” *International Institute of Tropical Agriculture (IITA)*. May 2004, http://www.iita.org/cms/articlefiles/736-ASARECA_9-Cassava_Marketing_in_Uganda.pdf.
- Ferris, Shaun and Peter Robbins. “Expert Consultation on Market Information Systems and Agricultural Commodity Exchanges: Strengthening Market Signals and Institutions.” *CTA Working Paper*, 2006.
- Gakuru, Mucemi and Roger C. F. Tucker. “Sustainability of Research and Development: A Case of Successful Technology Transfer in Spoken Language Technology.” HCI 2008 position paper.
- Hambly Odame, Helen. “Communicating Agricultural Research in Africa: The New Role of Rural Radio.” *Communication Innovation*, June 27, 2007. <http://www.comminit.com/en/node/223240/306>.
- Heeks, Richard. “ICT4D2.0.” *Computer*, June 2008, 41(6), <http://linne.net/2008/07/ict4d-2/>.
- Heeks, Richard. “ICT4D and failure.” University of Manchester, Institute for Development and Management, Working Paper Series: Paper No. 11, January 2002, http://www.sed.manchester.ac.uk/idpm/research/publications/wp/di/di_wp11.htm.
- Howard, Ian. “Rural Communication: Is there still a need for telecentres now that there are mobile phones?” *APC News*. Oct 27, 2008, <http://www.apc.org/en/news/wireless/all/rural-communication-there-still-need-telecentres-n>.
- IFAD. “Agricultural Marketing Systems Development Programme (AMSDP).” *IFAD Operations*, <http://www.ifad.org/english/operations/pf/tza/i575tz/index.htm>.
- IFAD. “Agricultural Sector Development Programme (ASDP).” *IFAD Operations*, <http://www.ifad.org/operations/pipeline/pf/tan.htm>.
- IFAD. Agricultural Services Support Programme (ASSP). *IFAD Operations*, <http://operations.ifad.org/web/ifad/operations/country/project/tags/tanzania/1273/project%20overview>.
- IFAD. “First Mile Project.” *IFAD Rural Poverty Knowledge Base*, <http://www.ifad.org/rural/firstmile/>.
- IFAD. “Trading Commodities via SMS.” *IFAD Rural Development Portal*, <http://www.ruralpovertyportal.org/english/regions/africa/zmb/voices/shemp.htm>.
- IICD. “Burkina Faso’s Shea Butter Producers go Online.” *IICD*. January 22, 2008, <http://www.iicd.org/articles/logon4d/burkina-faso2019s-shea-butter-producers-go-online/?searchterm=songtaaba>.

- IICD. "ICTs for Agricultural Livelihoods: Impact and lessons learned from IICD supported Activities." *IICD*, 2006, <http://www.ftpiicd.org/files/publications/IICD-agri-impact-2006.pdf>.
- IICD. "ICTs Help to Boost Mali Mango Exports." *IICD*. March 17, 2008, <http://www.iicd.org/articles/icts-help-to-boost-malis-mango-exports/>.
- IICD. "IICD Supported Project: Agriculture Research and Rural Information Network - Uganda." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/uganda-arrin>.
- IICD. "IICD Supported Project: Agricultural Business Information Services (ABIS) – Cromabu Component - Tanzania," *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/tanzania-abis-cromabu>.
- IICD. "IICD Supported Project: Development of an Effective Information Flow System - Zambia," *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/articles/zambia-zari/>.
- IICD. "IICD Supported Project: Eastern Corridor Agro-Market Information Centre (ECAMIC) - Ghana." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/articles/Ghana-ECAMIC>.
- IICD. "IICD Supported Project: E-commerce for Non-traditional Exports - Ghana." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/ghana-ecommerce/>.
- IICD. "IICD Supported Project: Ghana Agricultural Information Network Collaboration Using ICT (GAINS) - Ghana." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/ghana-gains/>.
- IICD. "IICD Supported Project: Improve Communication in Shea Butter Section (MIRPOKA) - Burkina Faso." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/burkina-mikropa>.
- IICD. "IICD Supported Project: Rural Information Network for the Mandé Region - Mali." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/mali-aaag>.
- IICD. "IICD Supported Project: Integrating ICT for Quality Assurance and Marketing - Zambia." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/articles/zambia-oppaz>.
- IICD. "IICD Supported Project: Jêkafo Guèlèkan - Rural Information System for Farmers in the Sikasso Region - Mali." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/mali-jefako-gelekan>.
- IICD. "IICD Supported Project: Market Information Service Facility and Training Project - Ghana." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/ghana-mapronet>.
- IICD. "IICD Supported Project: Market Price Information Using Web and National Television - Burkina Faso." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/burkina-iaber>.
- IICD. "IICD Supported Project: Quality and FRUILEMA - Mali." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/mali-quality-fruilema>.
- IICD. "IICD Supported Project: Sene Kunafoni Bulon - Mali." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/articles/mali-sene-kunafoni-bulon>.
- IICD. "IICD Supported Project: Shea Butter and ICT - Mali." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/mali-shea-butter-and-ict>.
- IICD. "IICD Supported Project: Sissili Vala Kori: Improvement of Agriculture Related Information Channels to Farmers in the Rural Area Sissili - Burkina Faso." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/burkina-feppasi>.
- IICD. "IICD Supported Project: Strengthening the Agriculture Information Flow and Dissemination System – Zambia." *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/zambia-nais>.

- IICD. "IICD Supported Project: Women and Development Project (WADEP) - Ghana," *IICD*, <http://www.iicd.org/projects/ghana-wadep>.
- IICD. "Introducing Mobile Phones to a Farming Project in Ghana." *IICD*, <http://www.iicd.org/articles/introducing-mobile-phones-to-a-farmers2019-project-in-ghana>.
- IICD. "Using ICT in the Agricultural Livelihoods Sector." *IICD*, <http://www.iicd.org/files/ICT-in-the-livelihoods-sector.pdf>.
- Johnstone, Baguma. "Empowering Rural Women through ICT4D and Small-scale Agriculture in the Rwenzori Region, Western Uganda." *Kabissa: Space for change in Africa*. May 22, 2008, <http://www.kabissa.org/blog/empowering-rural-women-ict4d-and-small-scale-agriculture>.
- Kakunta, Chris. "Farmers' Internet Café." *IICD*, October 3, 2005, <http://www.iicd.org/articles/iicdnews.2005-09-06.1315910878/>.
- Lightfoot, Clive. "Making Strong Links: Using Mobile Phones and the Internet to Improve Market Supply in East Africa." *CTA. ICT Update*. Issue 44, August 2008, <http://ictupdate.cta.int/en/Feature-Articles/Making-stronger-links>.
- Lightfoot, Clive and Ueli Schuermeier. "Linking Local Learners for Improved Market Linkages." *Linking Local Learners*, <http://www.linkinglearners.net/downloads/RepFMfinal.pdf>.
- Menda, Aloyce. "ICT for Improved Crop Marketing in Rural Tanzania." *iConnect Online*, July 2005, http://www.ftpiicd.org/icontect/ICT4D_Livelihoods/TZ_Livelihoods_EN.pdf.
- Mukhebi, Adrian. "Reaching the Poor in Rural Kenya with Market Information: A Case of a Market Information System." *CTA*, 2004, <http://www.cta.int/ctaseminar2004/MukhebiKACE.pdf>.
- Munyua, Hilda. "ICTs and Small-scale Agriculture in Africa: A Scoping Study." IDRC, 2008. Draft version.
- Munyua, Hilda. "ICTs and Small-scale Agriculture in Africa: A Scoping Study." IDRC, May 2007, http://www.idrc.ca/uploads/user-S/12212542261Final_Report_HMunya.pdf.
- Naskiky, Esther. "Mobile Telephony Makes a Difference in Livelihoods." *MobileActive*, August 24, 2008, <http://mobileactive.org/Mobile+Telephony+Makes+a+Difference+in+Livelihoods>.
- Obgonnaya, Chuks I. "Africa, ICT and the Need for EU Support: The Educational and Agricultural Sector Examples." Abia State University, Nigeria, 2008.
- Okello, Dorothy. "Empowering Women Through ICT: Enhancing Access to Information by Rural Women." *e-Gov Monitor*. September 24, 2007, <http://www.egovmonitor.com/node/14541>.
- RATES. "Regional Initiatives for Structured Trading Systems." RATES Trade Office, August 2006, <http://www.tradeafrica.biz/downloads/Regional%20Structred%20Grain%20Trade%20System%20Catelog%20report%202006%20Dec.pdf>.
- Soré, Ramata. "Agriculture and ICT from the Traditional to a Modern Harvest: An Upgrading of the Skills of Rural Women." *iConnect Online*, <http://www.icconnect-online.org/Documents/BurkinaFasoCapacityDevelopmentICT4DiConnectEng.pdf>.

- Tollens, Eric. "Market Information Systems in Sub-Saharan Africa: Challenges and Opportunities." Catholic University of Leuven, Belgium, 2006.
- Tucker, Roger C. F. and Mucemi Gakuru. "Experience with Developing and Deploying an Agriculture Extension System using Spoken Language Technology in Kenya." Spoken Language Technology Workshop, 2008. SLT 2008. IEEE. December 2008.
- Tulp, Edith and Arjan de Jager. "Using Dance, Drama and ICTs to Inform Rural Communities: the ARRIN Project." *IICD*, <http://www.iicd.org/files/Arrin-Ndere%20Troupe.pdf>.
- UNCTAD Secretariat. Science and Technology for Development: The New Paradigm of ICT." *UNCTAD Information Economy Report 2007-2008*. 2008, http://www.unctad.org/en/docs/sdteecb20071ch6_en.pdf.
- "Using ICT for Improving Incomes of Rural Farmer: The Rural Information System." Stockholm Challenge: Project Data. <http://www.stockholmchallenge.se/data/2130>.
- Walton, Oison. "Dakoro Calling." *ICT Update*. Issue 35. February 2007, <http://ictupdate.cta.int/en/Feature-Articles/Dakoro-calling>.
- Weddi, Davis, J. "Village Phones Open up Uganda's Hinterland." *iConnect Online*, July 2005, <http://www.icconnect-online.org/Articles/icconnectarticles.2005-08-17.3301968980>.
- Yamey, John. "Information Intermediaries for Agricultural Livelihoods in Ghana." *iConnect Online*, 2005, http://www.ftpiicd.org/icconnect/ICT4D_Livelihoods/GH_Livelihoods_EN.pdf.

Annexe 1 : Projet des sites web

African Farm Radio Research Initiative (AFRRI), <http://www.farmradio.org/english/partners/afrr/>

ARENET: Question and Answer Module, NAADS, Uganda, <http://www.arenet.or.ug/question2.php>

Collecting and Exchanging of Local Agricultural Content (CELAC), BROSDI, Uganda, http://celac.or.ug/index.php?option=com_content&task=view&id=5&Itemid=6

Drumnet. Pride Africa, <http://www.drumnet.org/index.htm>

Eastern Corridor Agro-market Information Centre (ECAMIC), Social Enterprise Development Foundation of Ghana (SEND), Ghana, http://www.sendfoundation.org/programs/project_item.asp?id=4§ion=7

Esoko, <http://www.esoko.com>

Family Alliance for Development and Cooperation (FADECO), Tanzania, <http://www.hedon.info/FADECOTanzania>

FICOM, Sygenta Foundation, Uganda, http://www.syngentafoundation.org/projects_programs_ficom_overview.htm

First Mile Project, IFAD, Tanzania, <http://www.firstmiletanzania.net/>

Freedom Fone, Kubatana: The Zimbabwean NGO Network Alliance Project. Zimbabwe, http://www.kubatana.net/html/ff/ff_cont.asp

Fruiléma, Mali, <http://www.fruilema.com/>

Ghana Agricultural Information network System (GAINS), Ghana, <http://www.gains.org.gh/>

ICT4D Research and Resource Centre, ToroDev, Uganda, <http://www.torodev.kabissa.org/>

Improving Agricultural Productivity and Market Success of Ethiopian Farmers (IMPS), Ethiopia, <http://www.ipms-ethiopia.org/>

Infonet-Biovision Farmer Information Platform, Kenya, <http://www.infonet-biovision.org/>

InfoPrix Benin: Market prices via SMS. National bureau for Food Security (ONSA), Benin, <http://www.onasa.org/>

Initiative for Development and Equity in African Agriculture Malawi Agriculture Commodity Exchange Short Message Service (IDEA MACE SMS), Malawi, <http://www.ideaamis.com/SMS/index.php>

Kenya Agricultural Commodities Exchange (KACE) MIS project, Kenya, <http://www.kacekenya.com/>

Linking Local Learners (LLL), <http://www.linkinglearners.net/>

Livestock Information Network and Knowledge System (LINKS), Kenya, Ethiopia, Tanzania, www.lmiset.net

Market Information Service Facility and Training (MAPRONET), Ghana, <http://www.commercialinvestments.com.gh/mp/aboutus/whoweare.php>

Millennium Information Centres and Community Parliaments, KENDAT, Kenya, <http://www.kendat.org/>

Miproka (Maison d'Information et de Promotion du Karité), Songtaaba-yalgré Association, Burkina Faso, <http://www.songtaaba.net/>

National Farmer Information Service, Uganda, <http://www.nafis.go.ke/termcond>

Network of Market Information Systems and Traders' Organizations of West Africa (MISTOWA), <http://www.mistowa.org/en/index.php>

Question and Answer Service, CTA, <http://www.cta.int/about/qas.htm>

Regional Agricultural Trade Information Network (RATIN), www.ratin.net

Réseau des Systèmes d'Information des Marchés en Afrique de l'Ouest/West African Agricultural Market Information System Network (RESIMAO/WAMIS-Net), <http://www.resimao.org/html/en>

Rural Radio Resource Packs (RRRPs), CTA, <http://ruralradio.cta.int/>

Rural Universe Network (RUNetwork), <http://www.runetwork.de/html/en/index.html>

SMS Information Service, Zambia, <http://www.farmprices.co.zm/>

Sustainet East Africa, http://www.mamud.com/sustainet_eafrica.htm

Towards Improved Farmer Access to Agricultural Information in Uganda: The Question and Answer Service (QAS) Voucher System (VS), Rural Empowerment Network, Uganda, http://www.kitabu.info/REN_Uganda/

Trade at Hand, Burkina Faso, Mali, Senegal, Mozambique, <http://www.intracen.org/trade-at-hand/>

TV Koodo, *Institut Africain de Bio-Economie Rurale* (IABER), Burkina Faso, http://www.iaber.bf/tele_koodo.php

T2M, Manobi Senegal, <http://t2m.manobi.sn/>

Virtual Extension and Research Communication Network (VERCON), Egypt, http://www.vercon.sci.eg/Vercon_en/vercon.asp

Xam Marsé, Manobi, Senegal, <http://www.manobi.sn/sites/za/index.php?M=9&SM=20&Cle=54>

Annexe 2 :

Autres sources sur les cellulaires et les média sociaux

Christian Kreutz's mobile bookmarks, <http://delicious.com/ckreutz/mobile>.

Crisscrossed: blog of Christian Kreutz on networks for social change, virtual knowledge sharing and knowledge management, www.crisscrossed.net.

IDRC. "Electronic Agriculture Research Network." *IDRC*. http://www.idrc.ca/en/ev-129522-201-1-DO_TOPIC.html.

"Increasing Women Farmers' Access to Information in Rural Uganda." *ID21 Rural Development*. <http://www.id21.org/rural/r3ek1g1.html>.

MobileActive.org: A community of people and organizations using mobile phones for social impact, www.MobileActive.org.

"Mobile Phones and Development: The Future in New Hands?" *ID21*, www.id21.org/insights/insights69/index.html.

Mobiles for Development: A special issue of *Information for Development* magazine, i4donline.net/June08/June08.pdf.

Mobile Phones for Social Change in Africa: A special issue of *Soul Beat Africa* from the Communications Initiative, www.comminit.com/en/node/271574/38.

Read Write Web: Blog posting on Africa and mobile phone use, http://www.readwriteweb.com/archives/social_media_in_africa_part_2_mobile.php.

Talk-share-learn: Blog of Luca Servo focusing on mobiles, podcasting and rural radio, <http://talksharelearn.wordpress.com/>.

Annexe 3 :

Entretien vidéo de FARA sur les services d'information agricoles innovateurs

Why is local content creation by farmers so important?

Interview during the MobileActive 2008 World Summit (Johannesburg, South Africa) with Mary NAKIRYA, Program coordinator BROSDI, Busoga Open Source & Development Initiative

Mobile phone conferencing among farmers

Interview during the MobileActive 2008 World Summit (Johannesburg, South Africa) with Mary NAKIRYA, Program coordinator BROSDI, Busoga Open Source & Development Initiative

CELAC: e-agriculture in Uganda

An eight minute Business Africa/CTA video production

The advantages of a voice QAS system over text-based (SMS) systems

Interview with Gopal Gobiratnam, OneWorld

LifeLines India: Success stories of farmers LifeLines

A technology-based helpline service is helping initiate a small revolution-of-sorts in the lives of rural communities in India

Interactive voice service systems for farmers should be rolled out over the whole continent

Interview with Dr. Mucemi, Teknobyte, Kenya

Interactive voice service systems for farmers

Interview with Dr. Mucemi, Teknobyte, Kenya

African languages technology offers opportunities for farmers' queries

Interview with Ms. Wanjiku NGANGA, University of Nairobi, Kenya

Why agricultural e-learning is still marginal

Interview with Ousseni Zongo, International Institute for Communication and Development (IICD), The Hague, The Netherlands

Satellite Broadcasting for Agricultural Information

Interview with Karen Hackshaw, Programme Coordinator Institutional Publications, Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA)

CTA Accra training on digital satellite users

First Voice International (FVI) to provide information on agricultural and rural development

Content management for African biological farming

The INFONET-BioVision Information Platform

Co-Creating a Farming Information Hub for the Next Century

Interview with Richard Fulss, Information Manager, ILRI, Addis Ababa, Ethiopia

Targeting science journalists and farmers at ICIPE

Interview with Professor Christian Borgemeister, Director General of the African Insect Science for Food and Health – ICIPE Nairobi/Kenya

Farmers' Academies in Ethiopia: planting the seed

Interview with Getachew Tikubet

How can software used in e-health in Africa be used in agriculture

Interview with Dr. Jorn Braa, coordinator of the Research group BEANISH (Building Europe Africa collaborative Network for applying IST - information sharing technologies in the health care sector)

UNECA and the promotion of national e-agriculture strategies

Interview with Sizo D Mhlanga, Regional Adviser PCP Policy & Strategies, United Nations Economic Commission for Africa

UbuntuNet and the importance of networking in agriculture

Interview with F.F. Tusubira, UbuntuNet Alliance for Research and Education Networking

World Conference on Agricultural Information and IT

Tokyo, Japan, 24 - 27 August, IAALD Joint Conference

Communication challenges at the Africa Rice Centre

Interview with Savitri MOHAPATRA, Communications Officer at the Africa Rice Centre (Benin - Togo)

Arid Lands Information Network

Interview with James Nguo, Kenya

Liste des Acronymes

AAAG	Association d'aide et d'appui aux groupements (Mali)
ABIP	Agribusiness Information Point
ACDI	Agence Canadienne de Développement International
ACT	African Conservation Tillage Network
AFRRI	African Farm Radio Research Initiative
AgSSIP	Agricultural Service Sector Investment Programme
AIC	Agriculture Information and Resource Centre
ANP	Assistant Numérique Personnel
AOPP	Association des organisations paysannes professionnelles
APC	Association des Communications Progressives
ARC	Conseil de Recherche Agricole
ARENET	Réseau pour la Recherche et la Vulgarisation Agricole
ARIS	Agricultural Research Information Service
ARRIN	Agriculture Research and Rural Information Network
ASARECA	Association pour le Renforcement de la Recherche Agricole en Afrique de l'Est et du Centre
ASDI	Agency for the Promotion of Sustainable Initiatives
ASDP	Programme de Développement du Secteur Agricole
ATCOM	Association of Telecommunications Companies in Nigeria
ATP	Projet de Promotion du Commerce Agroalimentaire
BPA	Bonne Pratique Agricole
BLE	Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung
BMBF	Bundesministerium für Bildung und Forschung
BROSDI	Initiative Rurale du Développement à Source Ouverte de Busoga (Ouganda)
CABI	Centre International pour l'Agriculture et les Sciences Biologiques
CARDI	Institut Caribéen de Recherche et du Développement Agricole
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CELAC	Collecting and Exchanging of Local Agricultural Content (Uganda)
CIAT	Centre International d'Agriculture Tropicale
CIDE	Centre International de Développement des Engrais
CILC	Community Information Learning Centre
CLCOP	Comités Locaux de Concertation des Organisations de Producteurs (Mali)
CMS	Système de Gestion du Contenu
CNOP	Coordination nationale des organisations paysannes
CNRIT	Centre for Natural Resource Information Technology
CONAFED	Le Comité national Femme et Développement
COPROKAZAN	Coopérative des Productrices de beurre de Karité de Zantiébougou
CORAID	Catholic Organization for Relief and Development Aid
CRCR	Comité Régional de Concertation des Ruraux (Mali)
CRDI	Centre de Recherches pour le Développement International (Canada)
CROMABU	Crops Marketing Bureau (Tanzanie)
CSIR-INSTI	The Institute for Scientific and Technological Information of the Council for Scientific and Industrial Research (Ghana)
CTA	Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (Pays-Bas)
DATIC	Centre de Formation et d'Informations Agricoles de District (Ouganda)
DFID	Département pour le Développement International du Royaume Uni
ECAMIC	Eastern Corridor Agro-market Information Centre (Ghana)
EDDI	Education pour le Développement et Initiative à la Démocratie
EUMC	Entraide Universitaire Mondiale du Canada
FABEMA	Fédération des Organisations de Base du Mandén
FADECO	Alliance des Familles pour le Développement et la Coopération (Tanzanie)
FARA	Forum pour la Recherche Agricole en Afrique
FEPPASI	Fédération Provinciale des Producteurs Agricoles de la Sissili (Burkina Faso)
FIAB	Fédération Nationale des Industries de l'Agro-Alimentaire du Burkina Faso
FiBL	Forschungsinstitut für biologischen Landbau (Suisse)
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole

FOSS	Logiciel libre et à Source Ouverte
GAINS	Système National du Réseau d'Information sur l'Agriculture du Ghana
GPS	Système de Positionnement Globale
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
HIVOS	Institut Humaniste pour la Coopération avec les Pays en Développement
IABER	Institut Africain de Bio-Economie Rurale (Burkina Faso)
ICTARD	Technologies de l'Information et de la Communication pour le Développement Rural
ICT4D	Technologies de l'Information et de la Communication pour le Développement
IDEAA	Initiative for Development and Equity in African Agriculture (Malawi)
IER	Institut National d'Economie Rurale (Mali)
IMARK	Kit de Ressources pour la Gestion de l'Information
IMPS	Improving Agricultural Productivity and Market Success of Ethiopian Farmers
IICD	Institut International pour la Communication et le Développement
IITA	Institut International pour l'Agriculture Tropicale
ILRI	Institut International de Recherche sur l'Elevage
INRAB	l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin
ISFH	Insect Science for Food and Health
ISG	International Support Group
IVR	Réponse Vocale Interactive
JAS	Société Agricole de la Jamaïque
KACE	Bourse de Commerce Agricole du Kenya
KARI	Institut de Recherche Agricole du Kenya
KENDAT	Réseau Kenyan de Diffusion des Technologies Agricoles
KENFAP	Fédération Nationale Kenyane des Producteurs Agricoles
KHDP	Programme de Développement du Secteur Horticole au Kenya
LAN	Réseau local
LED	Liechtenstein Development Service
LEWS	Système d'alerte précoce pour le bétail
LINKS	Système d'informations et de Savoirs en Réseau pour l'Elevage

LLL	Relier les apprenants locaux
LLSTI	Initiative pour la Technologie Locale en Idiomes Locaux
LMIS	Livestock Marketing Information System
MACE	Malawi Agriculture Commodity Exchange
MAPRONET	Réseau de Promotion de l'Accès au Marché (Ghana)
MCSP	Plateforme d'accès multiservices
MIC	Centre d'Information Marketing
MIP	Point d'Information Marketing
MIPROKA	Maison d'Information et de Promotion du Karité (Burkina Faso)
MIS	Service d'Informations de Marché
MISTOWA	Réseau Régional de Systèmes d'Information de Marché et de Commerce Agricole en Afrique de l'Ouest
MOA	Ministère de l'Agriculture
MoARD	Ministère Ethiope de l'Agriculture et du Développement Rural
NAADS	Services Consultatifs Agricoles Nationaux(Ouganda)
NAFIRRI	Institut National sur les Ressources Halieutiques
NAFIS	National Farmer's Information Service (Kenya)
NAIS	Services Nationaux d'Information Agricole (Zambie)
NALEP	Programme National de Vulgarisation en Matière d'Agriculture et d'Elevage (Kenya)
NARO	Organisation Nationale de Recherche Agricole (Ouganda)
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONSA	Office National de Sécurité Alimentaire (Bénin)
OPPAZ	Association de Producteurs et de Transformateurs de Produits Biologiques de Zambie
PELUM TZ	Participatory Ecological Land Use Management Tanzania
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PU	Unité Pastorale
QAS-VS	Service Question-Réponse
RAILS	Système Régional d'Informations et d'Apprentissage Agricoles
RATIN	Regional Agricultural Trade Information Network
RECOTIS	Système Régional d'Information et de Transaction sur les Produits de Base (Kenya)

RESIMAO/WAMIS	Réseau des Systèmes d'Information des Marchés en Afrique de l'Ouest/West African Agricultural Market Information Systems Network
RNE	Conseil Allemand pour le Développement Durable
RRRP	Kit de Ressources pour la Radio Rurale
RUNetwork	Réseau du monde Rural
SAILD	Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement [Support Office for Local Development Initiatives] (Cameroon)
SATNET	Réseau de Formateurs en Agriculture Durable
SEND	Social Enterprise Development Foundation of West Africa
SFSA	Fondation Syngenta pour une Agriculture Durable
SEMP	Smallholder Enterprise and Marketing Programme
SIDA	Agence Suédoise de Développement
SIMA	Système d'Information des Marchés Agricoles (Niger)
SIMB	Système d'Information des Marchés du Bétail (Niger)
SMS	Service d'Envoi de Messages Courts
SNV	Organisation Néerlandaise de Développement
STCP	Programme pour le Développement Durable des Cultures Pérennes
TCP	Programme de Coopération Technique
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TTS	Parole à partir du Texte
UCE	Bourses aux Marchandises de l'Ouganda
UNCTAD	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNFFE	Uganda National Farmers Federation
USAID	Agence des Etats-Unis pour le Développement International
VEDCO	Volunteer Efforts for Development Concerns
VERCON	Réseau Virtuel de Communication pour la Vulgarisation et le Développement (Egypt)
VoIP	Voix sur IP
WADEP	Women and Development Project (Uganda)
WAN	Réseau Etendu
WOCAT	Panorama Mondial des Approches et Technologies de Conservation

WOUGNET	Réseau des Femmes de l'Ouganda
ZADI	Centre Allemand de Documentation et d'Information en Agriculture
ZARDI	Zonal Agricultural Research and Development Institute
ZARI	Institut pour la Recherche Agricole de Zambie
ZNBC	Radiotélévision Publique de la Zambie
ZNFU	Union Nationale des Agriculteurs Zambiens

Le FARA en bref

Le FARA est le Forum pour la Recherche Agricole en Afrique, l'organisation fédératrice qui rassemble les principales parties prenantes de la recherche et du développement agricole en Afrique pour former des partenariats.

Le FARA est l'organe technique de la Commission de l'Union Africaine (CUA) pour les questions liées à l'économie rurale et au développement agricole et aussi l'organisme chef de file du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) de l'UA pour la mise en œuvre du 4ème pilier du Programme Intégré pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PIDAA) qui traite de la recherche agricole ainsi que de la diffusion et de l'adoption des technologies.

La vision du FARA est de réduire la pauvreté en Afrique grâce à une croissance durable des secteurs agricoles et surtout à l'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants.

Le FARA a pour mission d'améliorer tous les secteurs de la productivité, de la compétitivité et des marchés agricoles en apportant un soutien aux organisations sous-régionales africaines dans le renforcement des capacités pour l'innovation agricole.

L'idée de base du FARA est d'offrir une plateforme stratégique pour promouvoir la création de réseaux à l'échelle continentale et mondiale qui soient à même de renforcer les capacités des systèmes nationaux de recherche agricole en Afrique ainsi que les organisations sous-régionales africaines.

Le FARA apportera cette contribution par le biais de son Objectif Spécifique d'amélioration durable de la productivité, de la compétitivité et des marchés agricoles diversifiés.

Pour réaliser cet objectif, le FARA a identifié cinq produits finaux qui répondent aux besoins exprimés par ses partenaires; à savoir:

1. La mise en place d'arrangements institutionnels et organisationnels appropriés pour la recherche et le développement agricole régional;
2. Un accès diversifié des partenaires à la connaissance et à la technologie nécessaires à l'innovation;
3. L'élaboration d'options stratégiques de prise de décision pour les politiques, les institutions et les marchés;
4. Le développement des capacités humaines et institutionnelles pour l'innovation;
5. L'appui aux plateformes d'innovation agricole.

Le FARA offrira ces résultats à travers l'appui aux réseaux des OSR; notamment par:

- 1. Le plaidoyer et la mobilisation des ressources**
- 2. L'accès à la connaissance et aux technologies**
- 3. Les politiques et les marchés régionaux**
- 4. Le renforcement des capacités**
- 5. Les partenariats et alliances stratégiques**

Les principaux bailleurs de fonds du FARA sont la Banque Africaine de Développement, l'Agence Canadienne pour le Développement International, la Commission Européenne, les gouvernements des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de l'Italie, de l'Irlande, de l'Allemagne, de la France, du Norvège et du Danemark, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, la Fondation Rockefeller, la Fondation Bill et Melinda Gates, la Banque Mondiale et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international.



Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA)

PMB CT 173 Cantonments, 2 Gowa Close

Roman Ridge, Accra, Ghana

Tél : +233 21 772823 / 779421

Fax : +233 21 773676

E-mail: info@fara-africa.org

Site web : www.fara-africa.org

ISBN 978-9988-1-1061-8 (imprimé)

ISBN 978-9988-1-1060-x (pdf)